

Retour sur une fuite en avant : *Théorie Communiste* face à la question des classes sociales

Ce texte de réponse paraît pratiquement trois ans après les critiques formulées dans le vingt-septième numéro de la revue *Théorie Communiste* (TC) à l'encontre des thèses défendues dans *Temps Libre* n° 2. Plutôt que de chercher à répondre à ces critiques de façon exhaustive, il nous a semblé plus pertinent de nous confronter directement aux développements théoriques positifs de TC n° 27. En ce sens, le texte qui suit s'organise autour de la problématisation des idées centrales développées dans ce dernier numéro : le « passage à la vie quotidienne », la priorité accordée aux apparences et la mise au second plan du mouvement réel et, enfin, le prolétariat pensé comme un « moment » de la classe ouvrière. À travers cette discussion, ce texte se veut l'occasion de dénouer certains noeuds théoriques qui, s'ils ont été tenus à l'écart du troisième numéro de *Temps Libre*, méritent néanmoins d'être traités pour eux-mêmes. Ou autrement dit, abstraction faite du sentiment de devoir rendre hommage à l'énergie que TC a déployée pour nous répondre, c'est la volonté de faire progresser la théorie communiste des classes, en nous attaquant à ce qui la retient en arrière, qui nous pousse à revenir sur ces différents éléments.

Et ce qui pose problème dans la manière dont nos camarades pensent les classes sociales, c'est précisément l'idée, exprimée de cent façons différentes, qu'il n'est ni possible ni même pertinent de connaître ces classes en tant que groupes de la société empiriquement observables. Refusant la position selon laquelle la place occupée dans les rapports de production et de subordination puisse déterminer de façon suffisamment claire l'appartenance de classe, et ce, sous prétexte que ces rapports se métamorphosent nécessairement en « formes d'apparition », que cela « change tout » et que les choses sont toujours « plus compliquées » que ce qu'en dit *Temps Libre*, TC n'a pas le choix de se rabattre sur une approche strictement intuitive des classes. Inaccessibles à la connaissance autrement que sous la forme de généralités abstraites, les classes *réelles* deviennent quelque chose de nébuleux, d'insaisissable. Or, inutile d'insister sur le fait que la défense, même sophistiquée, de ce genre de position nuit sérieusement au travail de clarification censé être au centre de toute entreprise théorique. C'est un constat identique, quant au fond, à celui que nous faisions dès la rédaction de *Temps Libre* n° 2, lorsque nous avons été amené·es à évaluer les contributions de TC à propos de la définition du prolétariat et des classes moyennes.

Ces contributions avaient pourtant le double mérite de poser les termes du problème qui s'impose à la théorie communiste des classes et d'y apporter une réponse minimale : comment rendre compte, de façon matérialiste, non seulement de la division de la société en groupes antagonistes, mais également de la possibilité que cette société soit dépassée grâce à l'action révolutionnaire de l'un de ces groupes, le prolétariat? Ou encore, comment tenir ensemble l'appréhension de la situation objective d'une classe dans la reproduction de la société capitaliste et celle de sa capacité à communiser cette même société? En mettant l'accent sur l'activité propre du prolétariat – le travail productif –, sur le fait que cette classe est contrainte de produire de la plus-value pour le compte du capital et que c'est donc elle qui reproduit le capital lui-même et, partant, les éléments les plus déterminants de la totalité capitaliste, TC offrait la clé d'une compréhension plus profonde non seulement de ce qui définit réellement le prolétariat, mais aussi, par le fait même, de ce qui est définitoire de *toutes* les classes du mode de production capitaliste. En plaçant l'activité spécifique du prolétariat plutôt que son statut de non-propriétaire au centre de sa saisie théorique, on parvenait beaucoup plus facilement à penser ce qui fait de lui une classe révolutionnaire, à savoir : le fait qu'il

est immédiatement en relation d'antagonisme avec le capital, que ses luttes « réalisent » la contradiction en laquelle consiste le capital et, surtout, qu'il a précisément la capacité de s'attaquer au capital dans son objectivité sociale et matérielle. Si tout cela n'est pas aussi explicite chez TC, on retrouve de nombreux éléments qui concourent à transformer positivement la façon d'appréhender les classes du mode de production capitaliste.

Néanmoins, nous jugions que d'importantes imprécisions et ambiguïtés plombaien l'élément novateur de leurs contributions. D'un côté, le rapport du prolétariat à la distinction travail productif/travail improductif demeurait mystérieux : censé « fonder » le prolétariat, le travail productif semblait parfois essentiel à la définition du prolétariat, parfois parfaitement contingent – impossible de savoir, donc, si le travail productif devait fonctionner comme un critère discriminant de l'appartenance de classe. De l'autre côté, le fait que le prolétariat soit défini par son rapport contradictoire au capital demeurait lui aussi ouvert à l'interprétation : cela signifie-t-il qu'il faut être directement exploité·e par le capital et lutter sur cette base pour être en contradiction avec lui ou, au contraire, est-il suffisant de s'attaquer à celui-ci pour être membre du prolétariat? Or, selon que l'on opte pour l'une ou l'autre de ces réponses concurrentes, l'extension du prolétariat et celle, corollaire, des classes moyennes, se voient dramatiquement affectées : le prolétariat peut alors tout aussi bien composer le cinquième de la population d'une société donnée que ses neuf dixièmes.

Toujours est-il que ce flou quant à la délimitation des différentes classes est inacceptable et c'est précisément pour résoudre ce problème que nous avons jugé nécessaire de situer clairement les différentes classes par rapport, d'une part, à l'effectuation d'un travail productif et, d'autre part, à l'occupation d'une place subordonnée au sein des rapports de subordination politico-idéologique. Ces deux grands axes permettent de circonscrire les agents qui entrent non seulement dans le rapport d'exploitation fondamental du mode de production capitaliste, mais également ceux qui, parmi eux, y entrent en tant qu'agents subordonnés, c'est-à-dire ceux qui entretiennent un rapport d'antagonisme franc avec la structure sociale existante *et* qui sont à même de la renverser. En opposition à une tradition communiste vieille de cent cinquante ans et encore bien tenace, il nous fallait marquer nettement et simplement que *seuls ces agents peuvent être tenus pour des membres actifs du prolétariat*¹.

En ce sens, avec la critique de *Théorie Communiste* que nous avons incluse dans notre deuxième numéro, il s'agissait en quelque sorte de mettre en demeure nos camarades de clarifier leur pensée et de répondre franchement à la question : quelles conditions doivent être réunies pour qu'on puisse affirmer qu'un agent fait partie de telle ou telle classe? Qui sont réellement les prolétaires, les membres des classes moyennes, de la classe capitaliste? Comment TC peut savoir, en analysant une lutte concrète, qui appartient effectivement au prolétariat? Mais comme nous le verrons, plutôt que de tenter d'apporter une réponse à ces questions, nos camarades, en montrant comment les déterminants objectifs des classes sont en réalité solubles dans l'expérience vécue des individus, ont choisi de dépenser une grande quantité d'énergie à prouver l'impossibilité de connaître la composition concrète des différentes classes. Par cette fuite en avant dans le brouillard de la « vie quotidienne », TC a non seulement continué de se satisfaire de sa connaissance approximative des classes existantes, mais elle a également fait s'évanouir à peu près tout ce qui, dans sa propre théorie, aurait pu l'aider à en rendre compte.

1. Ce qui n'a pas empêché TC de nous accuser de... dogmatisme, cf. « Les classes en général, le prolétariat en particulier et quelques autres choses. (*Commentaires critiques du n° 2 de la revue Temps libre: « Contribution à la théorie des classes »*), *Théorie Communiste*, n° 27, p. 327.

1. Vie quotidienne, apparence et mouvement réel

1.1. La vie quotidienne : éléments de définition

Avant de présenter de quelle façon TC invoque la vie quotidienne afin d'éviter d'avoir à tenir compte des rapports de production et de subordination dans la détermination de l'appartenance de classe, il faut s'arrêter sur la notion de *vie quotidienne* elle-même. Cette dernière est définie à plusieurs reprises dans TC n° 27 et ses occurrences ne sont pas toujours équivalentes, loin de là. Comme elle joue un rôle central dans les raisonnements de nos camarades, il faut tenter de saisir ce qu'il faut entendre par là. Pour TC,

La vie quotidienne est alors le lieu où se nouent toutes les instances de la *reproduction*, mais aussi le lieu où toutes ces instances ne se présentent pas dans leur hiérarchie théorique et déterminative entre la « base économique » et les « superstructures ». Les « surdéterminations » sont la chair de la vie quotidienne².

Cette façon de comprendre la vie quotidienne est en réalité ambiguë, car elle fait intervenir deux idées concurrentes qui sont tout simplement juxtaposées : dans la première partie de la phrase, la vie quotidienne est définie de façon « spatiale », comme une sphère particulière de la réalité sociale, tandis que dans le reste de la citation, elle est rapportée à une forme de conscience, à un type d'expérience de la réalité.

Ainsi, en écrivant qu'il s'agit du « lieu où se nouent toutes les instances de la *reproduction* », TC suggère d'abord que la vie quotidienne appartient, du point de vue des *pratiques* qu'elle recouvre, au même « côté » de la réalité sociale que les sphères ayant pour fonction d'assurer la continuité de la production capitaliste : sphères de la famille, du droit, de la religion, etc. Si la vie quotidienne est « le lieu où se nouent toutes les instances de la *reproduction* », c'est donc que les instances qu'elle recouvre s'opposent à celle de la production, c'est-à-dire à l'élément décisif de la détermination de la totalité sociale³. Cette idée est exprimée encore plus clairement un peu plus loin :

L'économie (forme transformée/objectivée des rapports de production) est le concept général de l'autonomisation de toutes les conditions de la production et de la reproduction, l'économie n'existe alors qu'en relation et possédant son corollaire (son autre), la vie quotidienne⁴.

Autrement dit, la « chair de la vie quotidienne », c'est ce qui a lieu à l'extérieur de « son autre », « l'économie » ; c'est l'école, les loisirs, le magasinage, les élections municipales, le souper en famille,

2. « Vie quotidienne et luttes des classes. *Éloge des “apparences” et de la confusion* », TC, n° 27, p. 29.

3. Le recours au couple production-reproduction a quelque chose d'équivoque, car il recouvre des distinctions qui ramènent à des niveaux d'abstraction différents. Dans le cadre du deuxième livre du *Capital* par exemple, la production et la reproduction ont toujours strictement lieu dans le « champ » de l'économie : la production est procès de production de capital et la reproduction, circulation du capital-marchandise, et ce, telle qu'elle permet la reprise de la production elle-même. Or, le sens dans lequel TC entend « instances de la reproduction » est beaucoup plus concret et s'apparente à la façon dont les pense Althusser, à savoir comme ce qui assure la *reproduction des rapports de production*. Du point de vue de la reproduction de rapports sociaux historiquement déterminés, la reproduction mobilise des éléments qui n'appartiennent pas d'abord au champ de l'économie, sinon à la théorie de la société capitaliste au sens large. La famille, l'école, la politique, les syndicats, les partis, en tant qu'appareils grâce auxquels le pouvoir du capital se maintient, voilà ce qui se situe au cœur de la reproduction des rapports de production. Cf. Louis Althusser, *Sur la reproduction*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Actuel Marx Confrontation », 1995, p. 156.

4. « Vie quotidienne et luttes des classes », TC, n° 27, p. 34.

le litige avec son voisin, le lavage, l'assemblée générale étudiante, etc. Ce sont, comme le dit TC, les innombrables « surdéterminations » qui, par toutes sortes de détours, finissent par conditionner l'exploitation capitaliste. C'est à cette exception de la vie quotidienne qu'on réfère implicitement lorsqu'on énonce que les luttes, depuis la restructuration, ont changé de terrain et se placent désormais sur celui de la vie quotidienne.

Or, c'est tout autre chose de penser la vie quotidienne comme la forme inversée ou mystifiée sous laquelle se présente, dans la conscience, la réalité sociale. C'est pourtant ces deux idées que TC tente de faire passer pour équivalentes. On l'a vu, pour TC, la vie quotidienne est aussi ce « lieu où toutes [les instances de la reproduction] ne se présentent pas dans leur hiérarchie théorique et déterminative entre la “base économique” et les “superstructures” ». Plutôt que ce soit la superstructure qui apparaisse comme l'élément déterminé et la base économique, comme l'élément déterminant, c'est l'inverse qui semble être le cas dès lors que les agents évoluent dans la « quotidienneté » :

Le monde familier, quotidien, c'est la métamorphose nécessaire des rapports de production en formes d'apparition, la marchandise et son fétichisme, la subsomption du travail sous le capital, les rapports de distribution, l'autoprésupposition du capital, l'idéologie sous laquelle opèrent toutes les pratiques, elle inclut les différences du quotidien, de *vécu* comme *sujet*, entre les hommes et les femmes, entre les classes. C'est sous les formes ultimes, les plus médiatisées, sous des formes où à la fois la médiation non seulement est devenue invisible, mais où s'exprime leur contraire direct, que les figures du capital apparaissent comme les agents réels et les supports immédiats de la production et qu'ils affrontent⁵.

La vie quotidienne apparaît ainsi comme une *modalité de l'expérience* de la réalité capitaliste. Vivre « quotidiennement », faire l'expérience de la vie quotidienne, c'est baigner dans la confusion, dans l'idéologie, dans le monde des apparences, dans la fausse conscience. C'est prendre ce qui surdétermine⁶ le rapport social capitaliste pour le décisif, c'est prendre le secondaire pour le principal. En ce sens, la vie quotidienne n'est plus circonscrite à une sphère particulière de la réalité sociale, il s'agit de cette réalité elle-même, mais *telle qu'elle est vécue* par « le travailleur » :

Nous appellerons vie quotidienne l'ensemble des activités par lesquelles le travailleur se met en relation, de façon régulière et prévisible, avec ses conditions aussi bien de travail (les moyens de production) que de consommation, à partir du moment où ces activités ne sont plus présupposées par l'appartenance préalable du travailleur à une communauté et où le travail n'est plus, pour le travailleur, qu'une activité particulière dans la division du travail [?] et isolée de ses forces sociales, sans présupposition et toujours à renouveler. La vie quotidienne est la routine de cette mise en relation en ce qu'elle est constituée par l'ensemble des *formes d'apparition* des rapports de production comme *vécu* par l'activité d'un *sujet*⁷.

La vie quotidienne renvoie par conséquent à la façon dont « le travailleur » fait l'expérience de sa propre vie dans un contexte d'atomisation sociale qui, par le fait même, échoue à produire chez lui un quelconque sentiment d'appartenance. Sa participation au procès de la production sociale devient une activité contingente, non définitoire de son identité. Ce n'est plus d'abord en tant qu'*ouvrier-ères*, en tant que membre d'une classe clairement identifiable, que les travailleur·ses subordonné·es se

5. « Avant-propos », *TC*, n° 27, p. 10.

6. Sur la notion de *surdétermination*, cf. *infra*.

7. « Vie quotidienne et luttes des classes », *TC*, n° 27, p. 41-42.

rapportent au capital et se conçoivent eux et elles-mêmes. C'est dans cet espace laissé plus ou moins vacant que se loge, à en croire TC, la vie quotidienne.

Remarquons au passage que cette spécification, celle qui lie la vie quotidienne à l'affaiblissement de l'identité ouvrière, n'est pas anodine. Si ce n'est qu'à partir des années 1980 que cette dernière cesse d'être reproduite et qu'elle se met à péricliter, si c'est seulement à partir de ces années-là que « l'appartenance préalable du travailleur à une communauté » commence réellement à faire problème, cela veut-il dire que la vie quotidienne n'a que quarante ans? Cela implique-t-il qu'auparavant, les rapports de production et leurs « formes d'apparition » apparaissaient en clair? Le travailleur a-t-il commencé à avoir un « vécu » depuis quarante ans seulement? A-t-il fallu attendre plusieurs siècles de capitalisme pour que les travailleur·ses deviennent enfin des « sujets »? Autant de questions laissées sans réponses réelles, mais qui sont de toute façon d'un intérêt secondaire pour une théorie des classes.

1.2. Sur le « passage à la vie quotidienne »

Dans l'avant-propos du numéro considéré, nous trouvons une définition de la notion de « vie quotidienne » qui reprend presque à l'identique celle présentée à la page 29 :

La vie quotidienne est devenue [nos italiques, ndr] le lieu où se nouent toutes les instances de la *reproduction*, mais aussi le lieu où toutes ces instances ne se présentent pas dans leur hiérarchie théorique et déterminative entre la « base économique » et les « superstructures »⁸.

La différence peut paraître anodine, mais elle joue un rôle important pour les thèses défendues dans le numéro. En effet, dans l'avant-propos, la vie quotidienne n'est pas seulement « ce lieu où se nouent toutes les instances de la reproduction », elle « est devenue ce lieu où se nouent toutes les instances de la reproduction ». La formulation de l'avant-propos rend explicite le caractère historique de la vie quotidienne et montre qu'elle acquiert une importance nouvelle avec la restructuration néolibérale. C'est que pour TC, la restructuration bouleverse la hiérarchie entre *vie quotidienne* et *production* : « avant les années 1970, les conditions de vie jouaient leur rôle dans les luttes ouvrières, mais elles étaient comme incluses dans les conditions de travail⁹ », alors que, désormais, « c'est la vie quotidienne, avec toute sa confusion et ses aléas qui est destinée, dans la situation présente, à être l'élément subsumant la distinction [?] dans une jonction qui ne laissera aucun de ses termes identiques à ce qu'il était¹⁰ ». De « déterminations *en conséquence*¹¹ » de la sphère de la production, les éléments appartenant à la vie quotidienne sont devenus centraux : « la *vie quotidienne* est devenue le lieu et l'enjeu des luttes des classes dans toute leur complexité, leur confusion, à la fois le problème, limite et dynamique de leur possible dépassement¹² ».

Ce diagnostic énonce une vérité indubitable : personne ne peut nier le déplacement du centre de gravité des luttes opposant le prolétariat à la classe capitaliste. Les luttes sur les lieux de travail ont perdu la centralité qu'elles avaient dans le cycle de luttes précédent, précisément parce que les conditions ne sont plus réunies, depuis la fin des années 1970, pour que des gains substantiels puissent être obtenus sur ce terrain. Prenons le cas du Québec. D'un côté, les syndicats ont été

8. « Avant-propos », *TC*, n° 27, p. 9.

9. *Ibid.*, p. 9.

10. « Vie quotidienne et luttes des classes », *TC*, n° 27, p. 37.

11. « Avant-propos », *TC*, n° 27, p. 13.

12. *Ibid.*, p. 13.

acculés à la défensive par les menaces de délocalisation et de fermeture d'entreprises¹³ et, de l'autre, on a assisté à un recours quasi systématique à des lois spéciales forçant le retour au travail, ainsi qu'à la mise en place de dispositifs légaux rendant les débrayages tout à fait inoffensifs, voire simplement impossibles¹⁴. Dans un tel contexte de désarmement politico-idéologique et de défaites prolétariennes répétées, il est évident que les revendications liées à la vie quotidienne (coût des principaux produits de consommation, préservation des acquis de l'État providence-national, etc.) apparaissent beaucoup plus mobilisatrices : pourquoi lutter dans un syndicat dont la marge de manœuvre est inexistante, débrayer, avoir recours aux tribunaux, etc., si l'on sait que ces formes de lutte aboutissent tout au plus à la préservation d'un pouvoir d'achat déjà mis à mal par l'inflation? En comparaison, les luttes contre la cherté de la vie, dans tout ce qu'elles ont d'incontrôlable et d'explosif, apparaissent d'autant plus pertinentes à mener que leur dénouement amer n'est pas écrit d'avance. De ce point de vue, il faut donner raison à TC.

Par contre, la façon dont ce « passage à la vie quotidienne » est expliqué pose certains problèmes, desquels il faut dire quelques mots. Pour TC, deux éléments ont joué un rôle crucial dans l'importance qu'a prise la vie quotidienne comme champ de la lutte des classes depuis la restructuration : d'abord, la déconnexion récente entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail¹⁵ et, ensuite, le fait que les crises se présentent, depuis celle de 2008, comme étant identiquement des crises de suraccumulation et de sous-consommation¹⁶.

13. Au Québec, comme c'est par exemple le cas de la FTQ, certains syndicats ont été jusqu'à s'intégrer consciemment aux circuits financiers du capital. Ainsi, dans un discours à la Chambre de commerce de Montréal où il avait été invité à présenter son projet, Louis Laberge, principal promoteur du Fonds de solidarité de la FTQ, rassure les patrons montréalais en rappelant que « Le Fonds ne veut pas prendre la place des entrepreneurs, mais il veut que les travailleurs prennent la place qu'ils doivent avoir dans l'entreprise »... en finançant, à même leurs salaires, les investissements productifs des entreprises. L'esprit d'un projet comme celui du Fonds de solidarité d'investissement ne saurait être mieux traduit que par ces lignes : « Pour nous à la FTQ, [le profit] n'est pas un mot sale, un mot tabou. Les gens qui investissent leur argent et font des efforts ont le droit d'espérer un profit, pourvu qu'ils n'exploitent personne [!]. D'ailleurs, nous n'avons jamais été contre le profit, mais contre le profit maximum, contre les employeurs qui ne cherchent qu'à maximiser leurs profits sur le dos des employés. C'est évident qu'on aime bien mieux négocier avec un employeur qui fait des profits qu'avec une entreprise qui branle dans le manche. Car les problèmes des patrons deviennent rapidement les problèmes des employés. » (Louis Laberge, cité dans *SOLIDARITÉ INC. Un nouveau syndicalisme créateur d'emploi*, Louis Fournier, Montréal, Les Éditions Québec/Amérique, 1991, coll. « Succès d'Amérique », [version électronique des Classiques des sociales sociales de l'UQAC], p. 96).

14. C'est précisément le rôle du projet de loi 89, officiellement entrée en vigueur le 30 novembre 2025, sous le nom de *Loi visant à considérer davantage les besoins de la population en cas de grève ou de lock-out* (loi 14). Avec cette loi inspirée de celle sur les services essentiels – qui retire plus ou moins aux travailleur·ses des services publics dit « essentiels » (services publics et secteur de la santé) le droit de débrayer –, le gouvernement provincial se donne le pouvoir de mettre fin à un conflit de travail du secteur privé ou parapublic dès qu'il juge que ce conflit affecte « de manière disproportionnée la sécurité sociale, économique ou environnementale de la population, notamment celle des personnes en situation de vulnérabilité ». Exprimée sans détour, cette loi fait en sorte qu'une grève devient illégale dès qu'elle remplit correctement sa fonction de perturbation économique.

15. « Vie quotidienne et luttes des classes », *TC*, n° 27, p. 29-30.

16. *Ibid.*, p. 35.

1.2.1 La double déconnexion entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail

Quant au premier élément, TC juge que depuis la restructuration, la valorisation s'opèreraient à l'échelle mondiale de façon plus ou moins homogène, tandis que la reproduction de la force de travail se ferait de façon hautement segmentée, à travers des zones distinctes¹⁷. Auparavant, il aurait été possible de parler d'une classe ouvrière nationale plus ou moins homogène, dont le salaire aurait été plus ou moins en rapport avec la valeur produite, tandis qu'aujourd'hui (depuis la restructuration), la rémunération de la force de travail sur un point de la carte n'entretiendrait plus de lien avec la valeur effectivement produite sur ce même point. Exprimé un peu vite, cela revient à dire que la force de travail des second et tiers mondes contribuerait autant que celle du premier monde à valoriser le capital, mais que la première ne serait reproduite qu'avec peine, tandis que celle des zones privilégiées serait (relativement) bien payée. Ce qui a lieu à l'échelle de l'économie mondiale aurait en fait lieu, comme en une « mise en abyme », à l'intérieur des économies nationales, accroissant par le fait même la déstructuration de ces dernières et brisant la « cohérence » qu'elles avaient jusque-là.

S'il est certain que la reproduction de la force de travail se fait de façon segmentée, que ce soit à l'échelle internationale ou même nationale, il est douteux que la valorisation, elle, se fasse de façon homogène, comme le prétend pourtant TC. Des auteurs comme Samir Amin¹⁸ et Christian Palloix¹⁹ sont justement parvenus, chacun par des voies différentes, à la conclusion que la valorisation du capital, à l'échelle mondiale, est précisément hautement hétérogène, en ce sens qu'il s'opère un transfert de valeurs des économies des périphéries vers celles du centre. Pour ces auteurs, la faiblesse de la rémunération de la force de travail des économies périphériques reflète justement la faiblesse de la valorisation qui s'y opère. Bien loin d'être déconnectées, valorisation et reproduction de la force de travail ont toujours été et restent intimement liées – d'où la nécessité, selon Amin, pour les économies dominées de se « déconnecter » elles-mêmes des rapports de dépendance qu'elles entretiennent avec les économies centrales. En effet, c'est seulement ainsi qu'elles peuvent mettre fin aux désavantages de l'*hétérogénéité* de la valorisation. Les modèles d'affaires d'entreprises telles que

17. Sur cette question, on peut renvoyer à cet extrait de « Tel quel », texte paru dans le vingt-quatrième numéro de TC (2012) : « Si la valorisation du capital est unifiée au travers de ce zonage [du mode de production capitaliste en trois zones], il n'en est pas de même de la reproduction de la force de travail. Chacune de ces zones a des modalités de reproduction spécifiques. Dans le premier monde : des franges à hauts salaires avec privatisation des risques sociaux imbriquées dans des fractions de la force de travail où sont préservés certains aspects du “fordisme” et d'autres, de plus en plus nombreuses, soumises à un “nouveau compromis” dont le contenu est *l'achat global de la force de travail*. Dans le deuxième monde : régulation par des salaires bas, imposés par une forte pression des migrations internes et la grande précarité de l'emploi, îlots de sous-traitance internationale plus ou moins stables, peu ou aucune garantie des risques sociaux, migrations de travail. Dans le troisième monde : aides humanitaires, trafics divers, survie agricole, régulation par toutes sortes de mafia et de guerres, mais aussi par la revivification des solidarités locales et ethniques. Ce zonage se doit [?] d'être une mise en abyme : chaque niveau d'échelle, du monde au quartier, reproduit cette tripartition. La disjonction est totale entre la valorisation mondiale unifiée du capital et la reproduction de la force de travail adéquate à cette valorisation. Entre les deux, la relation réciproque de stricte équivalence entre production de masse et modalités de la reproduction de la force de travail, qui définissait le fordisme, a disparu.

Ce zonage était une détermination fonctionnelle du capital : maintenir, malgré la rupture entre les deux, des marchés mondiaux en expansion et une extension planétaire de la main-d'œuvre disponible, cela *en dehors de toute relation nécessaire sur une même aire de reproduction prédéterminée*. La rupture d'une relation nécessaire entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail a brisé les aires de reproduction cohérentes dans leur délimitation régionale ou même nationale. » (Le document consulté ne fournit pas les numéros de page).

18. Samir Amin, *La déconnexion. Pour sortir du système mondial*, Paris, Maspero, coll. « Cahiers libres », 1986.

19. Christian Palloix, *L'internationalisation du capital. Éléments critiques*, Paris, Maspero, coll. « Économie et socialisme », 1974.

Nike, Zara, Apple, etc. sont des exemples extrêmes de segmentation du procès de valorisation : alors que la production matérielle peu valorisante est sous-traitée à des entreprises tierces qui ne font qu'exécuter les commandes que leur passent les *designers* des grandes villes nord-américaines, les entreprises mères se réservent les activités au sein desquelles la plus grande part de la valeur est ajoutée²⁰. Et cette segmentation de la valorisation a tout aussi bien lieu dans l'industrie lourde, segmentation dont la sidérurgie et l'industrie automobile sont des exemples paradigmatisques.

Mais admettons, pour le besoin de la cause, qu'il serait légitime de parler de déconnexion entre, d'un côté, valorisation homogène du capital et, de l'autre, reproduction hétérogène de la force de travail. Pour que le raisonnement de TC tienne, il faudrait réussir à prouver que non seulement cette déconnexion est *plus forte* dans le présent cycle d'accumulation que dans le précédent, mais également, qu'il s'est produit un changement qualitatif nous autorisant à parler d'une déconnexion. Autrement dit, il ne suffit pas de montrer que les inégalités salariales ont augmenté entre pays riches et pays pauvres, entre centres d'accumulation et « poubelles » sociales (ce qui est certainement le cas), il faut montrer qu'elles ont séparé deux termes autrefois connectés. Or, il suffit d'ouvrir un seul ouvrage traitant du rapport entre colonialisme et capitalisme pour s'apercevoir que ces asymétries n'ont rien de nouveau et que les prolétaires des zones périphériques sont, probablement depuis l'émergence du mode de production capitaliste, beaucoup plus faiblement rémunéré·es que leurs homologues des zones centrales. Cette « déconnexion » ne peut donc absolument pas être invoquée pour expliquer le « passage à la vie quotidienne ».

1.2.2. La crise de 2008 comme identité entre crise de suraccumulation et crise de sous-consommation

Attardons-nous maintenant au second élément expliquant, selon TC, la prééminence de la vie quotidienne au sein des sociétés capitalistes actuelles, à savoir *l'identité advenue* entre crise de *suraccumulation* et crise de *sous-consommation*. L'étrangeté de cette thèse nous oblige à prendre un pas de recul et à rappeler à quoi renvoient ces notions. Car de fait, contrairement à ce que TC avance, ce qui s'oppose, ce ne sont pas deux *types* de crises du mode de production capitaliste, ce sont bien plutôt deux *explications concurrentes* des crises.

D'un côté, nous trouvons la variante sous-consommationniste, la plus répandue, celle qui explique la crise par l'incapacité des agents de consommer la totalité de ce qui est produit, étant donné la faiblesse relative de leurs revenus. La crise éclate, parce qu'on a produit une trop grande masse de valeurs par rapport aux revenus effectivement distribués, ce qui empêche la valeur produite d'être entièrement réalisée et avec elle, la reprise d'un nouveau cycle productif. La crise est en ce sens essentiellement pensée comme un problème de *réalisation*. Si les revenus manquants existaient, l'accumulation aurait pu reprendre son cours.

De l'autre côté, la variante faisant intervenir la suraccumulation explique la crise par le fait que trop de capital, notamment sous forme de moyens de production, a été immobilisé pour permettre une exploitation du prolétariat qui en vaille la peine. Parce que les entreprises, ayant étendu l'échelle de la production, ont désormais cruellement besoin des prolétaires pour les exploiter et que ces dernier·ères sont en position de refuser une réduction de leur salaire nominal, les investissements en capital constant destinés à accroître la productivité du travail et, par là, le taux d'exploitation, se révèlent stériles et contribuent à la diminution du taux de profit. Produire la même

20. Cf. Ulysse Lojkine, *Le fil invisible du capital. Déchiffrer les mécanismes de l'exploitation*. Paris, La Découverte, coll. « Économie politique », 2025, p. 128 et suiv.

masse de plus-value coûte donc plus cher qu'auparavant. La crise éclate lorsque suffisamment de capitalistes jugent que le taux de profit effectif ou escompté est si bas qu'il est préférable de diminuer, voire de stopper la production. Par conséquent, selon cette dernière explication, ce qui fait enrailler le procès de reproduction du capital, ce n'est donc pas une trop grande production de plus-value matérialisée dans des marchandises invendables, c'est la *pénurie* de plus-value, laquelle décourage les capitalistes de continuer à produire et engendre nécessairement un problème de réalisation.

Revenons à TC. Avec la crise de 2008, nous dit-on, ces deux explications concurrentes auraient non seulement cessé d'être concurrentes, mais il serait également devenu nécessaire de les faire toutes deux intervenir pour rendre compte des crises à venir. Pourquoi? Parce que la crise serait elle-même devenue identiquement crise de suraccumulation et crise de sous-consommation. Nous nous attarderons longuement sur ce point, mais pour l'instant, l'important à garder en tête est que cette identité récente aurait eu pour résultat de placer la *faiblesse de revenu* au centre de la contradiction prolétariat-capital. Parce qu'il ne s'agit plus seulement d'une crise de suraccumulation et d'un problème de valorisation – lesquels renvoient directement à la capacité du capital à exploiter le prolétariat à un degré suffisant, donc à un problème de production –, mais *aussi d'une crise de sous-consommation*, la question du revenu aurait acquis une importance autrement plus forte. La crise de 2008, « qui a éclaté parce que des prolétaires n'ont pas pu payer leurs crédits²¹ », est devenue une « crise de la société salariale et de la légitimité de l'État. C'est ainsi que, dans la confusion, elle s'ouvre à la vie quotidienne²² ». Puisqu'il s'agit d'une crise affectant d'abord la reproduction du rapport prolétariat-capital (les prolétaires sont trop pauvres, donc le capital ne peut vendre et se reproduire), ce sont les sphères de la vie sociale apparentées à celle de la reproduction qui deviennent décisives. D'où le passage à la vie quotidienne.

Ce raisonnement plus qu'approximatif ne nous intéresse pas tant pour lui-même que dans la mesure où il fait intervenir une théorie des crises hautement critiquable. Pour traiter de celle-ci, il nous faut revenir à leur vingt-deuxième numéro, duquel les thèses principales quant à la caractérisation de la crise sont reprises. Dans ce numéro, TC essaie de montrer que bien qu'il faille « partir » d'une théorie de la suraccumulation pour expliquer les crises, l'explication par la sous-consommation n'en finit pas moins par être identique à celle de la suraccumulation (celle « fondée sur la baisse tendancielle du taux de profit²³ », selon des termes que TC juge, à tort, interchangeables). Il n'y aurait donc non seulement aucune raison particulière de rejeter l'explication sous-consommationniste, mais il *faudrait* la faire intervenir pour expliquer l'importance prise par la vie quotidienne.

Mais d'abord, pourquoi peut-on être d'avis qu'il faut préférer l'explication par la suraccumulation à celle par la sous-consommation? Pour des auteurs tels que Paul Mattick, la faiblesse intrinsèque des explications sous-consommationnistes, c'est qu'elles se focalisent sur l'aspect le plus superficiel des crises – la mévente –, sans voir que le problème de réalisation qu'elles décrivent

21. « Vie quotidienne et luttes des classes », p. 27.

22. *Ibid.*, p. 28.

23. « Too much monkey business », *Théorie Communiste*, n° 22, 2009, p. 119. « Si cette crise nous oblige à ce retour théorique, c'est que nous sommes confrontés à une double évidence contradictoire : d'un côté la seule théorie marxiste cohérente des crises est celle développée par Paul Mattick, c'est-à-dire celle fondée sur la baisse tendancielle du taux de profit ; de l'autre cette crise est une crise de sous-consommation (elle est et non « apparaît comme »). Notre principale confrontation théorique en tant que confrontation productive ne peut s'engager qu'avec les thèses de la suraccumulation de capital par rapport à ses capacités de valorisation, c'est-à-dire avec Mattick et ses deux principaux ouvrages sur la question : *Marx et Keynes* (Ed. Gallimard, 1972) et *Crises et théories des crises* (Ed. Champ libre, 1976). »

s'explique lui-même par l'incapacité du capital à se valoriser suffisamment²⁴. Par ailleurs, les tenants de l'explication par la suraccumulation n'affirment pas qu'il n'y a pas d'enjeu de réalisation, mais bien que ce dernier résulte de la perturbation de la reproduction du capital consécutive à l'interruption de l'accumulation. Ce qui est confondant, c'est que les crises prennent toujours la double apparence d'une crise de réalisation et d'une crise monétaire : la crise devient précisément patente lorsque les marchandises restent invendues et lorsque les vendeurs ne peuvent donc ni payer leurs factures, ni satisfaire leurs obligations financières. Or, le problème fondamental vient du fait que la production n'était plus rentable compte tenu de la masse de capital investi – ce qui a entraîné la réduction de la production, la fermeture d'usines, le chômage et, inévitablement, une crise de réalisation encore plus importante (la demande solvable n'existe plus pour pouvoir réaliser toute la valeur contenue dans les marchandises attendant d'être vendues) et une crise monétaire (plus personne ne prête, tout le monde fait des réserves de liquidités, le crédit se rétrécit, les défauts de paiement s'enchaînent, etc.). La difficulté, encore une fois, c'est que les mêmes phénomènes traduisent des causes qui ne peuvent être confondues. C'est pourquoi il faut s'attarder attentivement aux types de causalité manifestés par ces phénomènes. Pour l'explication de la crise par la suraccumulation, donc pensée comme une crise de valorisation, trois grands cas de figure se présentent, qui peuvent naturellement se combiner dans la pratique :

- 1) Accumulation → augmentation de la demande de forces de travail → hausse des salaires → diminution du taux d'exploitation (pour une composition organique inchangée) → baisse de rentabilité (taux de profit diminué) → ralentissement/fermeture d'entreprises → chômage → diminution de la demande solvable → problème de réalisation pour les entreprises en activité → problème de liquidité → défaut de paiement → ralentissement/fermeture d'entreprises → etc.
- 2) Accumulation → augmentation de la demande en matières premières/auxiliaires → hausse du prix de ces mêmes matières → hausse de la composition organique (pour un taux d'exploitation inchangé) → baisse de rentabilité (taux de profit diminué) → *idem*.²⁵
- 3) Accumulation → investissement productif → hausse de la composition organique (pour un taux d'exploitation inchangé) → baisse de rentabilité (taux de profit diminué) → *idem*.

Dans le premier cas, c'est le taux d'exploitation qui fait diminuer le taux de profit, tandis que dans les deux seconds, c'est la hausse de la composition organique. Pour que le taux de profit diminue effectivement, il suffit que le taux d'exploitation diminue plus vite que la composition organique ou, au contraire, que l'augmentation de la composition organique soit plus rapide que celle du taux d'exploitation. Ce qui est en jeu, c'est chaque fois la rentabilité de la production. Dans une explication sous-consommationniste maintenant, la faiblesse de la rentabilité n'intervient jamais en tant que cause de la crise. Ce qui explique la crise, c'est toujours la faiblesse du pouvoir d'achat des

24. Paul Mattick, *Marx et Keynes. Les limites de l'économie mixte*, trad. Serge Bricianer, Paris : Gallimard, coll. « Tel », 1972, p. 118.

25. La crise de 1973-1974 et le rôle qu'y a joué le choc pétrolier atteste du fait qu'une hausse de la composition organique (pour un taux d'exploitation constant) et donc, une baisse du taux de profit, peut survenir indépendamment du progrès technologique ou de la hausse de la composition technique du capital. En effet, la hausse du prix des matières premières fait croître la composition organique sans se traduire par un développement des forces productives, ce qui, naturellement, diminue la rentabilité du capital.

consommateur·rices, laquelle empêche que la totalité de la valeur du capital-marchandise (et donc la plus-value qu'il recèle) soit *réalisée* :

Accumulation → distribution limitée de revenus → incapacité de vendre → problème de liquidité → défaut de paiement → ralentissement/fermeture d'entreprises → problème de réalisation pour les entreprises qui vendaient à celles qui ont fermé → etc.

On peut certes expliquer, comme Marx le fait lui-même, la faiblesse du pouvoir d'achat par l'exploitation capitaliste elle-même : c'est précisément parce qu'une part importante de la société est exploitée que sa capacité à consommer est limitée. Ne fait-on pas ainsi le pont entre les deux explications? Non. Car, ce faisant, on dit que la production capitaliste entre en crise parce qu'elle exploite *trop bien*, parce qu'elle crée plus de valeur et de plus-value que ce qu'elle peut effectivement réaliser, là où l'explication par la suraccumulation énonce précisément qu'il existe une pénurie de plus-value eu égard à la masse de capital à valoriser. Et c'est là que gît l'opposition entre les deux explications. Dans un cas, la solution consiste à transformer les conditions de production pour favoriser une extraction accrue de plus-value, dans l'autre, la solution consiste à trouver des débouchés ou à en créer par l'endettement ou le crédit.

Il faut concéder à TC que, chez Marx, ces deux explications concurrentes coexistent et sont fréquemment accolées comme si l'explication par la sous-consommation ne faisait que traduire ou exprimer différemment celle par la suraccumulation. Toujours est-il que TC semble juger que ces juxtapositions sont une invitation à persévéérer en ce sens et à montrer en quoi l'une et l'autre de ces explications aboutissent, une fois bien comprises, à une seule et même explication. Qu'en prouvant ainsi leur identité essentielle, TC sape son propre raisonnement – à savoir que c'est la crise de 2008 qui pose la *première fois* l'identité entre suraccumulation et sous-consommation et qui fonde ainsi le passage à la vie quotidienne –, cela ne semble pas trop leur poser problème.

Attardons-nous maintenant à la démonstration que fait TC de l'identité entre suraccumulation et sous-consommation, que nous traiterons segment par segment :

[1] Le but de la production capitaliste est, avec une masse de richesse donnée, de rendre le surproduit ou la plus-value les plus grands possible. Ce but est atteint par une croissance du capital constant relativement plus rapide que celle du capital variable, ou par la mise en œuvre du plus grand capital constant possible avec le plus petit capital variable possible. [2] La même cause (la recherche de la plus grande plus-value possible) produit la croissance de la masse du profit et la baisse de son taux par la diminution du fonds d'où les ouvriers tirent leur revenu. [3] Dans la reproduction du capital, cette diminution devient la cause qui entrave la conversion des marchandises en nouveaux moyens d'accroître l'exploitation du travail. Prise dans ce sens, la relation entre surproduction et suraccumulation devient : c'est parce que le fonds de consommation des ouvriers est constamment réduit vis-à-vis de la masse de la production, donc à partir de la sous-consommation que l'on parvient à la surproduction de capital, c'est-à-dire à l'impossibilité de renouveler l'exploitation du travail de façon efficace. Il ne s'agit pas, dans le passage entre surproduction et suraccumulation, de la possibilité d'un renversement de causalité, car il n'y a pas de rapport de causalité entre les deux termes, il s'agit [d'un] même phénomène sous deux aspects différents, chacun des deux permettant de trouver l'autre²⁶.

26. « Too much monkey business », *TC*, n° 22, 2009, p. 124.

Avec [1], nous avons déjà affaire à une fausseté criante. Premièrement, ce n'est pas du tout l'augmentation de la composition organique du capital (la « croissance du capital constant relativement plus rapide que celle du capital variable ») qui permet d'atteindre le but dont parle TC, à savoir celui de produire, avec une masse de valeur donnée, la plus grande masse de plus-value possible. L'augmentation de la composition organique n'est absolument pas un « moyen » pour les capitalistes d'augmenter la masse de plus-value produite pour une masse de capital donnée. Outre la diminution du temps de rotation du capital, le seul moyen grâce auquel ils peuvent y parvenir – en supposant constante la valeur des éléments du capital qui étaient mobilisés jusque-là²⁷ –, c'est par l'augmentation de la *productivité*, par l'introduction de moyens de production plus performants. Or, c'est en voulant accroître la productivité que les capitalistes sont amenés à investir dans du capital constant plus performant et donc, à faire croître la composition *technique* de leur capital. Cette croissance, n'intéressant d'abord que la matérialité du procès de production, peut tout aussi bien se traduire par une croissance de la composition *organique* (si le capital constant est relativement plus coûteux) que ne pas le faire²⁸. C'est dire qu'elle peut laisser inchangée la façon dont les éléments constants et variables du capital contribuent respectivement à la valorisation du produit. Par conséquent, non seulement la hausse de la composition organique est un résultat involontaire du moyen mis en œuvre par les capitalistes pour produire davantage de plus-value (augmenter la productivité), mais c'est même un *obstacle direct* à l'atteinte de ce but : pour un taux de plus-value donné, une composition organique accrue diminue le taux de profit²⁹. Donc, là où l'accroissement de la productivité produit des effets à priori indéterminés sur le taux de profit (son effet peut être positif, mais il peut être négatif s'il accentue davantage l'effet déprimant de la composition organique sur le taux de profit qu'il accentue l'effet vivifiant du taux de plus-value sur ce même taux), l'accroissement de la composition organique a, au contraire, toujours pour conséquence immédiate de contribuer à *plomber le taux de profit*. D'où l'action salutaire des crises, qui ont pour effet de dévaluer massivement le capital et donc de faire régresser sa composition organique (et non pas technique) – ce qui permet précisément un relèvement du taux de profit et la reprise de l'accumulation. Continuons.

[2] La même cause (la recherche de la plus grande plus-value possible) produit la croissance de la masse du profit et la baisse de son taux par la diminution du fonds d'où les ouvriers tirent leur revenu.

27. Ces éléments concernent à la fois le capital constant (prix des matières premières, auxiliaires, des machines, des bâtiments, etc.) et le capital variable, c'est-à-dire le niveau des salaires pour une intensité du travail donnée. En effet, ces deux facteurs peuvent subir une diminution de leur valeur qui se traduit, toute chose étant égale par ailleurs, par une augmentation du taux de profit.

28. Rien ne permet de dire, *a priori*, que le développement des forces productives et la hausse de la composition *technique* du capital se traduiront par une augmentation correspondante de la composition-*valeur* du capital. Il est tout à fait possible que le progrès de la productivité à l'échelle de la société, en rendant meilleur marché les éléments du capital constant, laisse inchangé le rapport moyen entre capital constant et variable, voire qu'il fasse reculer le premier terme au profit du second. Sur la baisse de la valeur du capital constant, cf. Karl Marx, *Le Capital, Livre I*, trad. Jean-Pierre Lefebvre (d'après la 4^e édition allemande), 2014 [1867], Paris, Presses universitaires de France, coll. « Quadrige », p. 677-678.

29. Karl Marx, *Le Capital, Livre 3, tome I*, trad. de C. Cohen-Solal et de Gilbert Badia, Paris, Éditions Sociales, 1960 [1894], p. 227. « À mesure que diminue progressivement le capital variable relativement au capital constant, s'élève de plus en plus la composition organique de l'ensemble du capital, et la *conséquence immédiate de cette tendance* [nos italiques, ndr] c'est que le taux de plus-value se traduit par un taux de profit général en baisse continue, le degré d'exploitation du travail restant sans changement ou même en augmentant. »

TC dit que les tentatives des capitalistes de créer la plus grande masse de plus-value possible ont deux effets, à savoir une croissance de la *masse* du profit et une diminution de son *taux*. C'est effectivement là l'une des « contradictions internes » de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit analysées par Marx : en parvenant à accroître le taux de plus-value, les capitalistes peuvent parvenir à extraire une plus grande quantité de plus-value, mais cette réussite tendrait à se conjuguer à une hausse de la composition organique venant annuler l'effet positif de l'accroissement du taux de plus-value sur le taux de profit. Mais TC dit autre chose encore, à savoir que ces effets sont redevables de « la diminution du fonds d'où les ouvriers tirent leur revenu » ou, en d'autres mots, de la diminution du capital variable, de la somme d'argent destiné à acheter la force de travail. Ce serait grâce à la diminution de cette somme que la masse du profit augmenterait et que le taux de profit diminuerait. Or, la diminution du capital variable, même par rapport à la valeur du capital constant, ne peut jamais expliquer à elle seule l'augmentation de la masse de profits.

En effet, au moins deux variables peuvent faire augmenter la masse de profits générés au terme d'une rotation du capital : l'accroissement du taux de plus-value (donc la façon dont le travail nécessaire et le surtravail se départagent) ou la multiplication de journées de travail avec un taux de plus-value constant, voire diminué. D'un côté, dans le cas de l'accroissement du taux de plus-value, c'est tout autant l'accroissement de pl par rapport à v qui explique l'accroissement de son taux que l'inverse. C'est donc faux de soutenir que l'accroissement du rapport pl/v s'explique nécessairement par la diminution du dénominateur (v). La diminution de v peut tout à fait correspondre à une *baisse* du taux de plus-value, si pl baisse dans une plus grande proportion. Même que, si le taux de plus-value est donné, une baisse absolue de v correspond à une diminution de la masse de profits! De l'autre côté, l'accroissement de la masse de profits peut découler d'une simple juxtaposition des journées de travail. Ce qui signifie que non seulement la croissance de la masse de profits s'accommode parfaitement d'une croissance de v , mais que des profits croissants peuvent même précisément être redevables de la croissance de v , dans la mesure où cette dernière traduit la multiplication des sources d'extraction de plus-value.

En somme, si la diminution de v peut être responsable de l'augmentation de la masse de profits, il faut insister sur le fait que c'est seulement à certaines conditions bien précises qu'elle entraîne une augmentation de la masse de profits. Si TC va donc trop vite en affirmant que c'est la « diminution du fonds d'où les ouvriers tirent leur revenu » qui *cause* l'accroissement de la masse de profits, c'est d'autant plus vrai lorsque cette diminution est censée expliquer la diminution du taux de profit, puisque les variables dont il faut tenir compte sont encore plus nombreuses. En effet, v peut tout à fait rester stable alors que le taux de profit diminue, comme c'est le cas lorsqu'il y a augmentation du temps de rotation du capital : parce qu'il faut plus de temps pour produire et écouter une masse de capital-marchandise donnée, la somme de capital avancé sur cette période s'est révélée génératrice d'une masse réduite de plus-value. Il y a donc diminution du taux de profit. Mais aussi, comme on pouvait aussi le déduire des lignes qui précédent, le taux de profit peut diminuer en raison d'une diminution de pl sans changement au niveau de v . Mieux : lorsque la quantité de plus-value est donnée et que v diminue alors que c reste constant, bien loin de faire diminuer le taux de profit, *cela le fait croître*. Tout ceci fait bien voir qu'il est faux d'affirmer, sans spécification, que c'est la « diminution du fonds d'où les ouvriers tirent leur revenu » qui explique la baisse du taux de profit. La diminution de v peut même expliquer l'inverse de ce que TC veut lui faire expliquer, à savoir une *diminution* de la masse du profit et une *augmentation* du taux de profit.

[3] Dans la reproduction du capital, cette diminution devient la cause qui entrave la conversion des marchandises en nouveaux moyens d'accroître l'exploitation du travail. Prise

dans ce sens, la relation entre surproduction et suraccumulation devient : c'est parce que le fonds de consommation des ouvriers est constamment réduit vis-à-vis de la masse de la production, donc à partir de la sous-consommation que l'on parvient à la surproduction de capital, c'est-à-dire à l'impossibilité de renouveler l'exploitation du travail de façon efficace. Il ne s'agit pas, dans le passage entre surproduction et suraccumulation, de la possibilité d'un renversement de causalité, car il n'y a pas de rapport de causalité entre les deux termes, il s'agit [d'un] même phénomène sous deux aspects différents, chacun des deux permettant de trouver l'autre.

On comprend mieux aussi pourquoi TC tenait tant à faire admettre l'idée – fausse – que c'est la diminution de v par rapport à c qui explique l'accroissement de la masse de profit et la baisse de son taux : la diminution de v , dans la mesure où elle correspond à une diminution du poids des salaires dans le produit national, *nous ramène à la théorie sous-consommationniste des crises*. En effet, TC suggère que cette diminution relative de v crée, par elle-même, une disproportion entre la valeur du produit global et les capacités du marché à payer pour celle-ci, ce qui fait surgir un problème de réalisation et aboutit « à l'impossibilité de renouveler l'exploitation de travail de façon efficace ». Or, cette inférence est fausse. La diminution du poids relatif de v par rapport à c et à p_l n'implique *en soi* aucun problème de réalisation, cela signifie seulement qu'une plus grande part de la production nationale est destinée à la reproduction du capital constant, à la consommation capitaliste et à l'accumulation. De façon générale, avec le progrès de la productivité du travail, une part sans cesse plus réduite du travail social est consacrée à produire des marchandises destinées à la reproduction des travailleur·ses productif·ves (les seul·es dont le salaire correspond effectivement à v) et, inversement, une part sans cesse plus grande est destinée à la reproduction des autres classes et à la production de nouveaux moyens de production. Dans l'hypothèse considérée par TC, le poids des salaires diminue *parce que la valeur du panier de subsistance des travailleur·ses productif·ves*, du fait de l'augmentation de la productivité, *a diminué*. Le prolétariat reçoit peut-être moins, mais c'est uniquement parce qu'il doit payer moins. Autrement dit, si son salaire diminue uniquement parce que la valeur des marchandises qu'il achète a diminué, on n'a absolument pas le droit de parler de « sous-consommation »³⁰. En effet, la diminution du poids de v n'implique pas plus de problèmes de réalisation que le ferait l'augmentation de celui de c .

TC nous dit : « c'est parce que le fonds de consommation des ouvriers est constamment réduit vis-à-vis de la masse de la production, donc à partir de la sous-consommation que l'on parvient à la surproduction de capital, c'est-à-dire à l'impossibilité de renouveler l'exploitation du travail de façon efficace ». Il est très clair, à lire ces lignes, que la « surproduction de capital » n'entretient aucun lien avec un quelconque problème de rentabilité, avec l'incapacité à se *valoriser* suffisamment, alors

30. Cela dit, les proportions économiques nécessaires à la reproduction élargie ne s'obtiennent jamais que par de douloureuses tentatives qui, dans la réalité, se soldent par de la surproduction d'un côté et de la sous-production de l'autre. Les convulsions qui résultent de disproportions entre les branches I et II, typiques des périodes d'industrialisation accélérée, ne doivent cependant pas être confondues avec des crises de suraccumulation dont nous avons parlé, qui sont des crises de *valorisation*. La croissance beaucoup trop rapide de l'industrie soviétique du début des années 1930, les pénuries corollaires de moyens de consommation et la stagnation des salaires qui ont ébranlé jusqu'aux fondements du régime soviétique n'ont rien à voir avec les causes de la crise de 1929 dans le reste du monde capitaliste. Si l'on peut parler de « surproduction de moyens de production » dans les deux cas (en URSS, c'est un fait que trop de moyens ont été consacrés à la construction d'usines, de barrages, de bâtiments, etc.), c'est seulement avec la crise de suraccumulation comme crise de valorisation que l'exploitabilité du prolétariat joue un rôle déterminant. Sur le cas de l'URSS, cf. Alec Nove, *An Economic History of the USSR. 1917-1991*, Londres, Penguin Books, 1969 (en particulier les chapitres 7 et 8).

que c'est précisément ce dont il est question avec la notion de suraccumulation de capital. Bien plutôt, à chaque fois que TC invoque cette dernière, on est tout simplement renvoyé à l'idée de surproduction de marchandises, à l'idée de disproportion entre la masse de marchandises produites et les capacités insuffisantes du marché à l'absorber. En effet, selon TC, qu'est-ce qui, dans la suraccumulation, empêche de « renouveler l'exploitation du travail de façon efficace »? Les obstacles à la valorisation? L'impossibilité de produire suffisamment de plus-value? La faiblesse du taux de profit? Pas du tout, c'est bien plutôt le fait que les capitalistes sont incapables de vendre, parce qu'ils ont payé trop chichement leurs prolétaires qui, en retour, n'ont pas l'argent suffisant pour acheter tout ce qui a été produit. La suraccumulation dont parle TC n'est que l'autre face de l'explication par la sous-consommation : il est indifférent de dire que la demande solvable n'existe pas pour écouler tout ce qu'on a produit ou qu'on a trop produit relativement à cette même demande. Dans un cas comme dans l'autre, cela revient à dire qu'il y a, en un point de la *circulation* du capital – ce point qui fait se rencontrer les capitalistes en tant que vendeurs et les prolétaires en tant qu'acheteurs –, un blocage, et c'est ce qui empêche « le renouvellement de l'exploitation du travail de façon efficace ». Nous ne sommes pas sortis du Livre II.

Pour clore cette discussion, il est remarquable que TC cherche à établir un rapport d'implication réciproque entre sous-consommation ouvrière et loi de la baisse tendancielle du taux de profit, alors qu'il s'agit pour elle de montrer en quoi les explications des crises par la sous-consommation et par la *suraccumulation* sont identiques. En effet, quand bien même on serait parvenu à établir que la sous-consommation entretient un rapport nécessaire avec la loi de la baisse tendancielle du taux de profit (ce qui n'est pas le cas), on n'aurait toujours rien dit de son identité avec... la suraccumulation. Pourquoi? Parce qu'il s'agit de deux phénomènes distincts. Et à ce titre, c'est certainement un fait à regretter que la discussion de la suraccumulation, par Marx, ait lieu dans la partie sur les contradictions internes de la loi de la baisse du taux de profit³¹. Cela donne précisément l'impression que les deux phénomènes s'impliquent réciproquement ou, à tout le moins, qu'ils font partie d'une même structure explicative. Mais la lecture attentive de cette partie ne laisse aucun doute : si la crise de suraccumulation est évidemment liée à la faiblesse du taux de profit, elle n'entretient aucun lien nécessaire avec le progrès de la productivité, ni d'ailleurs avec la hausse de la composition organique. Autrement dit, il peut y avoir suraccumulation de capital sans qu'il y ait eu de changements significatifs au niveau du progrès de la productivité du travail ou de la composition organique, précisément parce que c'est le *taux d'exploitation* – la capacité à exploiter le prolétariat – qui détermine dans la plus grande mesure si le capital existant peut effectivement être valorisé³².

Contrairement à ce qui se passe dans l'hypothèse de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit que Marx analyse en long et en large, la chute du taux de profit apparaît ici causée non pas par une augmentation trop importante de la composition organique pour un taux d'exploitation donné (voire croissant), mais à l'inverse, par *une diminution du taux d'exploitation* pour une composition

31. C'est ce fait, selon Duménil, qui prouve que les manuscrits utilisés par Engels pour l'édition du Livre III n'étaient précisément pas destinés à l'impression, cf. Gérard Duménil, *Marx et Keynes face à la crise*, 2^e éd., Paris, Economica, 1981, p. 241.

32. Cela ne signifie pas que l'augmentation de la composition organique ne peut pas faire diminuer le taux de profit et ainsi provoquer un problème de valorisation. Au contraire, dès que le taux d'exploitation est donné, n'importe quel renchérissement des éléments du capital constant (traduit par une hausse de la composition valeur, donc par une hausse de la composition organique) fait augmenter la masse de capital à valoriser, ce qui diminue le taux de profit. Autrement dit, alors que la masse de plus-value que l'argent dépensé en salaires permet de s'approprier stagne, les dépenses en capital constant augmentent – d'où une chute du taux de profit. Toujours est-il qu'une suraccumulation et une baisse du taux de profit peuvent survenir sans que la composition organique ne soit modifiée.

organique donnée. Ici donc, « suraccumulation de capital » signifie : suraccumulation de « moyens à extraire de la plus-value », suraccumulation de capitaux cherchant à s'approprier du travail non payé *par rapport à la main-d'œuvre disponible*. Il y a un trop plein de capacités productives relativement à la quantité de forces de travail disposées à se faire exploiter. On a accumulé frénétiquement sur une base extensive, c'est-à-dire qu'on a agrandi les entreprises existantes, construit de nouvelles usines, creusé de nouvelles mines, installé de nouveaux restaurants, etc. Le hic, c'est que la population prolétarienne est momentanément trop restreinte et l'armée de réserve industrielle, trop réduite. Pour subvenir à leurs besoins accrus de main-d'œuvre et s'approvisionner en forces de travail, les entreprises n'ont alors pas le choix de tirer les salaires vers le haut. Mais par là, le taux d'exploitation qu'on retrouve dans ces entreprises et, partant, le taux de profit, diminuent. Étant donné qu'elles sont contraintes de payer leurs salariés « au-dessus de leurs moyens », les entreprises ne sont plus rentables. Lorsqu'elles et leurs bailleurs de fonds s'aperçoivent du manque à gagner au niveau de la plus-value, la crise éclate³³.

Dans cette explication, il n'est en aucun cas besoin de faire intervenir l'étroitesse de la consommation pour rendre compte de la crise. Certes, lorsque le taux de profit baisse, les entreprises réduisent leurs activités ou ferment leurs portes, ce qui réduit à la fois la demande au niveau du marché du travail et au niveau des matières premières et auxiliaires, machines et produits semi-transformés. Il est inévitable que cette réduction de l'activité réduise la demande solvable et entraîne une mévente (beaucoup d'entreprises se révéleront incapables de vendre ce qu'elles avaient produit). Une crise ne peut se produire sans entraîner un blocage de la consommation et, partant, un enjeu de réalisation. Mais il faut voir comment se résorbe la crise pour comprendre ce qui en était la cause. Qu'est-ce qui fait disparaître, momentanément au moins, le problème de la réalisation? C'est justement la reprise de l'accumulation. Or, comment cette reprise est-elle elle-même possible? Par le rétablissement du taux de profit. Et qu'est-ce qui permet de rétablir le taux de profit? Serait-ce l'augmentation des salaires des prolétaires, pour ainsi stimuler la demande de marchandise, comme l'implique l'explication sous-consommationniste? Pas du tout. Au contraire, comme le rappelle Mattick, c'est dans les premiers moments de la crise que les salaires atteignent leur maximum et donc, que la consommation prolétarienne est la plus intense³⁴. Or, cela entre en conflit avec l'hypothèse selon laquelle la crise est causée par un problème de réalisation : si, juste avant que la crise n'éclate, les salaires augmentent et, avec eux, la consommation, c'est qu'il doit y avoir un autre problème qu'un problème de réalisation pour expliquer la crise. Ce problème, c'est celui de la rentabilité. Cette hypothèse est attestée par le fait que c'est justement le rétablissement des conditions de la profitabilité qui fait sortir de la crise, conditions qui renvoient respectivement aux deux grandes variables affectant le taux de profit : la composition organique et le taux d'exploitation.

Voyons comment cela se produit. Avec la crise, il se produit une dévaluation massive, voire une destruction pure et simple du capital. Pour un même taux d'exploitation, le taux de profit subit un bond, qui est lui-même fonction de la profondeur de la dévaluation du capital existant. En effet, si c diminue alors que v et pl restent constants, le taux de profit augmente nécessairement et permet la relance de l'accumulation (les investisseurs gagnent confiance dans la rentabilité de leurs capitaux). Mais la crise agit d'une autre façon encore, puisqu'avec la faillite de nombreuses entreprises et le ralentissement de la production, l'offre de forces de travail, autrefois trop faible, devient surabondante. Les capitalistes ont alors le beau jeu d'offrir des salaires beaucoup plus bas ou de

33. Sur la question du rapport entre *suraccumulation, loi de la baisse tendancielle du taux de profit et mévente*, il est particulièrement aidant de se référer au chapitre VIII, celui portant sur la suraccumulation du capital, du livre de Duménil déjà cité, cf. Duménil, *Marx et Keynes face à la crise*, p. 233-266.

34. Mattick, *Marx et Keynes*, p. 133.

dégrader les conditions de travail de leurs travailleur·ses pour ainsi augmenter le taux d'exploitation³⁵. Les crises, en affamant le prolétariat, le contraignent par des voies purement économiques à la docilité et permettent d'accroître le taux d'exploitation. Au moment où éclate la crise, le capital était pléthorique, ce qui causait une pénurie de plus-value. Ensuite, c'est l'inverse qui a lieu : il existe peu de capitaux cherchant activement à se valoriser et, corollairement, beaucoup de plus-value potentielle. En détériorant le rapport de force du prolétariat face au capital, la crise crée donc les conditions d'un rétablissement du taux de profit qui, lui, permet simultanément de relancer l'accumulation et de solutionner les problèmes de réalisation.

De toute évidence, nos camarades ont cherché à parer leur approche sous-consommationniste de la crise d'un verni « suraccumulationniste » en invoquant la grosseur relative de c par rapport à la petitesse de v , entretenant ainsi l'illusion que leur explication a un lien quelconque avec la structure de valorisation du capital et, partant, avec les éléments causant un déficit de rentabilité. Or, le mécanisme central que met au jour la théorie de la suraccumulation – la diminution du taux d'exploitation et du taux de profit consécutives à la multiplication des capitaux –, n'est pas même mentionné. Pour TC, tout se ramène à la faiblesse relative de v , c'est-à-dire à l'étroitesse de la consommation prolétarienne. Pourquoi? Parce que cette dernière empêche que toute la plus-value matérialisée dans les marchandises mises sur le marché soit réalisée. Le problème, l'élément appelant une solution, ce n'est donc pas la pénurie de plus-value, *c'est le trop-plein de plus-value*. Aussi doit-on convenir que le projet de nos camarades de montrer que sous-consommation et suraccumulation sont identiques tombe à plat, faute d'avoir saisi ce qui fait la spécificité d'une crise de suraccumulation.

Pour conclure là-dessus, l'ironie ultime, c'est que la volonté d'établir l'identité de ces deux explications, et ce, *afin d'expliquer le passage à la vie quotidienne*, s'enferme dans une antinomie. En effet, ou bien l'explication « unifiée » de la crise (sous-consommation = suraccumulation) est l'explication véritable et a donc toujours été la seule explication satisfaisante des crises du mode de production capitaliste. Mais si on parvient à le démontrer, alors cette identité ne nous aide pas à saisir la spécificité de la crise « actuelle » et ne peut pas davantage être invoquée pour expliquer l'importance qu'a prise la vie quotidienne depuis la restructuration. Ou bien – hypothèse plus favorable – fut une époque où l'explication par la suraccumulation était la meilleure, mais cette époque étant révolue, une nouvelle explication plus complète serait devenue nécessaire. Dans ce cas, il faudrait être en mesure de prouver que la sous-consommation joue un rôle accru, un rôle qu'elle ne jouait pas auparavant, et que ce rôle *s'articule effectivement à la suraccumulation*. Malheureusement, les tentatives qui vont en ce sens ont abouti à l'évacuation pure et simple de l'explication par la suraccumulation de capital³⁶.

1.3. *Le concept de vie quotidienne comme panacée*

Nous avons vu que deux des principales raisons invoquées par TC pour expliquer l'actualité de la vie quotidienne sont loin d'être convaincantes. Cela n'implique pourtant pas que cette partie de la réalité sociale soit dénuée d'importance dans le cycle de luttes actuel. On peut parfaitement expliquer, comme nous avons essayé de le faire plus haut, l'importance accrue qu'ont prise les luttes portant sur les conditions de vie par *la fin de la reproduction de l'identité ouvrière consécutive à la contre-offensive néolibérale*. Ce sont les échecs répétés des luttes portant sur les salaires et sur les

35. Marx, *Le Capital*, L.3, t. I, p. 267.

36. Rappelons que, pour TC, c'est le fait que des prolétaires ont été incapables de payer leurs crédits qui explique la crise de 2008. Cf. « Vie quotidienne et lutte des classes », *TC*, n° 27, p. 27.

conditions de travail qui ont imposé un déplacement des énergies prolétariennes vers des enjeux non directement liés au travail. Cela dit, dans cette partie, nous verrons que nos camarades vont encore plus loin et font jouer à la notion de vie quotidienne un rôle autrement plus important, à même d'éclipser ce qui a lieu au sein du procès de production. Ce rôle central, nous le verrons dans la deuxième partie du texte, a d'importantes conséquences sur leur théorisation des classes sociales.

En effet, pour TC, non seulement la vie quotidienne et la question des conditions de vie délimiteraient désormais le terrain sur lequel les luttes les plus marquantes des dernières années ont lieu, *mais c'est là que la contradiction fondamentale prolétariat-capital se serait déplacée*. Alors que cette contradiction se situait au niveau de la production (de l'exploitation du prolétariat par le capital), elle serait passée au niveau de la reproduction de ce rapport, donc au niveau de la vie quotidienne :

[1] La restructuration des années 1970-1980 fit passer la contradiction entre le prolétariat et le capital au niveau de sa propre reproduction, [2] en tant que crise de cette relation, la crise de 2008, à son tour, posa la surdétermination des rapports de distribution sur les rapports de production [3], il s'en est suivi que l'exploitation et la production de valeur qui sont le cœur du mode de production capitaliste se sont répandus et *existent* dans la reproduction d'ensemble, globale qu'est la vie quotidienne dans son fétichisme, ses idéologies et ses mythes, mais aussi et par là-même dans sa capacité à remettre en cause toutes les instances du mode de production et avant tout l'économie comme détermination en dernière instance³⁷.

Étant donné sa densité et son caractère alambiqué, reconstruisons, phrase par phrase, le raisonnement de TC.

[1] La restructuration des années 1970-1980 fit passer la contradiction entre le prolétariat et le capital au niveau de sa propre reproduction

Si nous comprenons correctement TC, cette phrase impliquerait qu'avant 1970-1980, la contradiction entre le prolétariat et le capital se situait au niveau de la production elle-même. On peut expliciter cette idée de la façon suivante : il y a contradiction dans la production, parce que le capital ne se valorise qu'en exploitant le prolétariat, mais qu'afin de se valoriser davantage, le capital tend paradoxalement à expulser le prolétariat du procès de travail³⁸. TC nous dit toutefois que la

37. *Ibid.*, p. 15.

38. C'est cette relation contradictoire qui fait dire à TC, et avec raison, que le prolétariat est, du point de vue du capital, à la fois nécessaire et de trop. Le capital sent que le prolétariat est *nécessaire* parce qu'il sait que sa valorisation accrue passe par un recours accru à de la « matière à exploiter » (des prolétaires). La masse de plus-value que peut s'approprier le capital est, toute chose égale d'ailleurs, directement proportionnelle à la quantité de producteur·rices qu'il peut mettre en mouvement : pour créer et s'approprier davantage de plus-value, il faut étendre l'échelle de la production, c'est-à-dire qu'il faut davantage de bras. À l'inverse, dans la mesure où les salaires payés entrent dans la rubrique des coûts de production (de concert avec les dépenses liées au capital constant), ils s'opposent au profit. Or, comme les capitalistes cherchent constamment à accroître la rentabilité de leur affaire en réduisant ces mêmes coûts, ils et elles se représentent leurs propres employé·es comme une dépense qu'il s'agit de réduire au minimum. Les prolétaires, parce que leurs salaires semblent plomber l'accumulation (et parce qu'ils et elles refusent parfois d'obéir comme il se doit aux propriétaires de leur force de travail), apparaissent alors *de trop*. S'il ne peut s'attaquer directement à leurs conditions de travail ou à la hauteur de leur salaire, le capital saisira alors la première occasion venue pour investir en machinerie ou pour rationaliser le procès de travail de façon à pouvoir expulser la composante vivante du travail au profit de sa composante morte, objectivée. Cet investissement, bien que susceptible d'entraîner des coûts importants, est souvent jugé plus avantageux que de continuer à dépendre d'une force de travail exigeant une forte rémunération ou des conditions de travail rigidement fixées. Ce rapport contradictoire – pour se valoriser, le capital a besoin d'exploiter plus de prolétaires, mais il en exploite toujours trop – est source d'instabilités constantes et de crises, et implique que ses modalités sont nécessairement amenées à évoluer.

restructuration modifie cet état de choses et que la contradiction serait depuis lors située « au niveau de *sa* reproduction » (celle du prolétariat? celle du capital?). Cherchons à expliquer cette affirmation en supposant d'abord qu'il s'agit de la reproduction *du prolétariat*.

On sait qu'avec la restructuration, le prolétariat cesse de voir sa propre reproduction « prise en charge » par le capital. En effet, à partir de la Seconde Guerre mondiale, les prolétaires ont bénéficié d'une certaine forme de reconnaissance de la part du capital à travers le rapport salarial fordiste (croissance plus ou moins constante des salaires, plein emploi, stabilité du travail, participation à la gestion de la production par le biais de « ses » organisations syndicales, etc.), mais aussi à travers la reconnaissance de ses organisations politiques (partis ouvriers). Mais tout ceci vacille à partir des années 1970-1980. L'existence institutionnelle du prolétariat, à travers celle de la classe ouvrière comme sujet politique clairement identifiable, est brusquement remise en question. Les moyens par lesquels les prolétaires parvenaient à se négocier une place relativement respectable ont massivement été neutralisés au terme d'offensives patronales vigoureuses, appuyées par l'État. Il en résulta que l'État et les entreprises cessèrent de trouver face à elles un prolétariat bien organisé et sûr de lui-même : ils eurent bien plutôt affaire à des prolétaires plus ou moins atomisés et, partant, beaucoup moins combatif·ves. Ce qui explique ces transformations et ces revers, c'est notamment la réaction capitaliste à l'intensité dangereuse qu'avaient prise les luttes du prolétariat. Pour maintenir l'accumulation à flot, il fallait remettre ce dernier à sa place et, pour ce faire, faire jouer tout à la fois la contrainte économique et les contraintes juridico-politiques³⁹. Ce n'est donc pas la restructuration qui a mis le rapport prolétariat-capital en crise, *c'est au contraire la crise de ce rapport qui a rendu nécessaire une restructuration*, de même que l'institution d'un nouveau type de relation entre la classe capitaliste et le prolétariat. La restructuration – comme TC le sait très bien – répond à une crise qui, dès lors qu'elle atteint son but, crée les conditions d'un rapport prolétariat-capital plus ou moins stable et fonctionnel. Ou, à tout le moins, suffisamment stable pour redresser le taux de profit et relancer l'accumulation. C'est ce retournement qui a lieu au courant des années 1980-1990.

Par conséquent, est-il légitime d'affirmer, comme le fait TC, que depuis la restructuration, la contradiction a lieu « au niveau de sa reproduction [celle du prolétariat] »? Si l'on peut tout à fait admettre que cette reproduction est devenue beaucoup plus problématique *du point de vue des prolétaires* (ils et elles en arrachent davantage), il faut bien voir, à l'inverse, que cette forme de reproduction remplit correctement son rôle : le prolétariat est reproduit en tant que classe atomisée, politiquement et idéologiquement désarmée, et ce, de façon à l'empêcher de lutter efficacement contre son exploitation, permettant ainsi aux capitalistes de maintenir une rentabilité suffisante. Cela ne signifie pas que la reproduction du prolétariat se fasse sans difficulté ou sans lutte de part et d'autre. Pourtant, *du point de vue de la totalité*, ce n'est tout simplement pas le cas que c'est « au niveau de la reproduction du prolétariat » qu'est passée la contradiction : les prolétaires continuent d'aller se faire tanner chez leurs capitalistes locaux, en dépit de l'aggravation des conditions dans lesquelles leur reproduction a lieu. Et si l'on acceptait cette proposition, si l'on admettait que la contradiction était rendue « interne au prolétariat », alors il faudrait se demander : qu'en est-il maintenant de la contradiction *entre* le prolétariat et le capital? Si elle s'est déplacée, c'est qu'elle n'est plus là, c'est que ce n'est plus à ce niveau que se joue l'important. Mais est-ce vraiment ce que TC veut dire? Qu'il n'y a plus tant de contradictions entre le prolétariat et le capital qu'au sein de la

39. Quant au premier type de contraintes, pensons à la menace de fermetures d'entreprises ou de leur délocalisation, au ralentissement de la production, au chômage et à l'inflation galopante, aux coupes dans les salaires directs et indirects, et quant au second type, nommons les retours forcés au travail, l'institutionnalisation des lois spéciales et des lois votées sous bâillon, la dispersion violentes des manifestations, la répression individualisées des débrayages, etc.

reproduction du premier? Ce faisant, on aurait certes mis en lumière le caractère plus défavorable encore de la situation dans laquelle se trouve le prolétariat du double point de vue du succès de ses luttes quotidiennes et de sa capacité à s'attaquer à la racine de son exploitation. Mais on y serait parvenu au prix d'une mystification formidable : celle de laisser croire que ce n'est plus entre le prolétariat et le capital que se joue la contradiction.

Admettons cette fois que « sa reproduction » désigne celle du *capital* ou encore, celle du rapport prolétariat-capital. Nous sommes insensiblement ramenés au même point : si c'était auparavant au sein de la production du capital qu'il y avait contradiction, qu'elle se trouve maintenant au niveau de la reproduction générale (au niveau de la production des conditions de possibilité du rapport prolétariat-capital), c'est que la contradiction ne se trouve plus dans la production. Qu'est-ce à dire? Que la production, donc l'exploitation capitaliste, ne pose plus problème sur ce terrain et qu'il faille donc en sortir, regarder du côté de la vie quotidienne pour l'apercevoir? Si TC cherche à maintenir que les luttes les plus impressionnantes auxquelles participent les prolétaires se déroulent à l'extérieur de l'entreprise, personne ne peut lui donner tort. Pourtant, TC va plus loin et soutient que la contradiction *s'est déplacée*. Or, il n'en est rien. La contradiction entre le prolétariat et le capital demeure fondée sur l'exploitation du premier par le second, laquelle a fondamentalement lieu dans le procès de production. Mieux, du point de vue des prolétaires, on peut même dire que c'est *uniquement* la considération du procès de production qui permet de trancher sur le caractère exploité de leur travail : que les marchandises matérialisant leur exploitation soient vendues ou non, que la plus-value qu'elles recèlent soit réalisée ou pas, ils et elles ont « surtravaillé » et ont fourni un surproduit dont la trajectoire ultérieure ne les regarde plus. Leur salaire ayant été versé et pas davantage, il en découle inéluctablement que les prolétaires doivent, d'un côté, se contenter des marchandises plus ou moins nécessaires à leur reproduction et, de l'autre, chercher à vendre leur force de travail à nouveau. Économiquement, leur vie quotidienne est prédéterminée de façon écrasante par ce qui a lieu au niveau de la production. Que ce soit sur ce terrain que la contradiction *éclate* ne signifie pas du tout que la contradiction *s'est déplacée*.

[2] en tant que crise de cette relation, la crise de 2008, à son tour, posa la surdétermination des rapports de distribution sur les rapports de production

Il est évident que la crise de 2008 est la crise du rapport (de la « relation ») entre le prolétariat et le capital, car toute crise économique est une crise du rapport dans le cadre duquel a lieu l'accumulation. La crise n'est jamais autre chose que la preuve pratique du caractère dysfonctionnel du rapport d'exploitation capitaliste et de ses configurations historiques particulières. Celle de 2008 n'a absolument rien de particulier de ce point de vue. La crise de 1973-1974, celle qui inaugure la restructuration néolibérale, représente en fait une crise beaucoup plus profonde du rapport entre prolétariat et capital. Cette crise a manifesté la caducité d'un modèle fondé sur le progrès technique et l'achat de la paix sociale par le maintien de salaires élevés et la reconnaissance du prolétariat en tant que sujet sociopolitique légitime. En misant sur l'augmentation de la productivité pour ainsi accroître le taux d'exploitation et, partant, le taux de profit (plutôt que de s'attaquer frontalement au prolétariat et à ses conditions de vie), le capital dans sa figure « fordiste » produisait les conditions de son blocage, parce que ses concessions au prolétariat eurent précisément pour résultat d'engendrer une pénurie de plus-value. Incapable de valoriser leur capital à un taux suffisant, les entreprises durent ou bien ralentir leur production, voire fermer leurs portes, ou bien accepter de s'en prendre aux prolétaires eux et elles-mêmes. Pour produire à un taux de profit susceptible de relancer l'accumulation, il fallait, d'un côté, que soit dévalué le capital existant et, de l'autre, que les salaires et

les conditions de travail des travailleur·ses productif·ves soient sérieusement dégradés. La restructuration néolibérale et l'étendue des bouleversements qu'elle a entraînés sont à la mesure de la profondeur des crises qui ont secoué le monde durant la décennie 1970. De même, sur le plan de la lutte des classes, il y a un avant- et un après-crise qui sont incomparablement plus marqués que ceux qui ont jouxté la crise de 2008. En quoi, donc, cette dernière peut-elle être *spécifiquement* présentée comme une crise du rapport prolétariat-capital susceptible de « [poser] la surdétermination des rapports de distribution sur les rapports de production »?

Cet usage surprenant de la notion de « surdétermination » justifie que nous la définissions nous-mêmes. Il ne s'agit pas de jouer aux professeurs, mais de s'assurer que l'on parle bien de la même chose. Est *surdéterminé* un élément conditionnant, mais qui est lui-même conditionné par d'autres éléments. Exemple classique : dans les sociétés de classes, l'élément économique est surdéterminé par l'élément juridique. Si ce sont bel et bien les rapports économiques qui déterminent dans leurs grandes lignes les rapports juridiques d'une société de classes donnée, qui leur donnent leur contenu et les font évoluer de telle ou telle façon, il est aussi vrai que ces rapports économiques n'apparaissent pas *ex nihilo*. Ils se forment au contraire sur la base d'un substrat social préexistant, lequel est notamment déterminé sur un plan juridique (préexistence de certaines lois, coutumes, etc.). Les rapports juridiques préexistants sont donc transformés par le développement de ces nouveaux rapports économiques, mais ils conditionnent aussi ces derniers, de sorte que ce qui en ressort n'est pas que le pur résultat des déterminants économiques. Exprimé simplement, le concept de surdétermination cherche à mettre l'accent sur le fait que même l'élément le plus déterminant d'une totalité n'est jamais lui-même purement et absolument conditionnant, mais qu'il est lui-même codéterminé (*surdéterminé*, en l'occurrence).

Ayant une idée plus claire de ce à quoi peut rassembler une relation de surdétermination, passons maintenant à la question de savoir de quelle façon elle peut s'appliquer au couple conceptuel rapports de production/rapports de distribution. Pour ce faire, il n'est pas inutile de renvoyer à la façon dont Marx l'utilise, étant donné que c'est de lui dont s'inspirent nos camarades de TC. Celui-ci souligne que, bien que les rapports de distribution soient eux aussi susceptibles de rendre compte de la structure économique d'une société donnée⁴⁰, il demeure que ce sont les rapports de production qui sont les mieux placés pour le faire. Pourquoi? Parce qu'en partant des rapports de production, donc de la place qu'occupent les agents de la production par rapport aux instruments de travail d'un côté et du produit du travail de l'autre, on déduit immédiatement les rapports de distribution qui leur correspondent. Par exemple, c'est une condition absolument essentielle au mode de production capitaliste que la rémunération des prolétaires soit si basse qu'elle les empêche d'accumuler et de rassembler des réserves qui leur permettraient de ne pas travailler pour le compte d'autrui. Sans cette situation de dénuement généralisé, le travail salarié et, partant, la production de plus-value seraient impossibles sur une large échelle. Si cette condition n'était pas remplie, la prestation de surtravail, la production de plus-value et, avec elles, l'accumulation elle-même seraient économiquement

40. Marx, *Le Capital*, L. 3, t. III, p. 254. « On pourrait alléguer, il est vrai, que le capital (y compris la propriété foncière, son contraire) suppose déjà une répartition : il suppose que les ouvriers sont expropriés des moyens de travail, que ceux-ci sont concentrés entre les mains d'une minorité d'individus, que d'autres ont la propriété exclusive de la terre ; bref, ce sont là les rapports étudiés déjà dans la Section sur l'accumulation primitive (Livre I, chap. XXIV). » Autrement dit, on pourrait penser que l'analyse des rapports de distribution permet de rendre compte de la structure sociale de façon tout aussi satisfaisante que celle des rapports de production qui y dominent. Or, Marx ajoute tout de suite après : « Mais cette répartition diffère entièrement de ce que l'on entend par rapports de distribution, du moins quand on leur concède, par opposition aux rapports de production, un caractère historique. »

impossibles. En ce sens, les rapports de distribution entre capitalistes et prolétaires « sont identiques, pour l'essentiel, avec ces rapports de production⁴¹ » et ne peuvent donc varier qu'à l'intérieur de certaines limites étroites : si elles les outrepassent, l'exploitation capitaliste n'est plus possible⁴².

Or, une fois minimalement clarifié le lien réel entre rapports de production et rapport de distribution, on voit bien que l'idée selon laquelle les premiers peuvent être « surdéterminés » par les seconds est dénuée de sens : les rapports de distribution ne font que décrire la façon dont le produit social se répartit parmi les classes sur la base de rapports de production déterminés dont ils « constituent l'autre face⁴³ », de façon à ce que ces derniers puissent se reproduire à l'identique⁴⁴. Si donc TC entend par « surdétermination des rapports de distribution sur les rapports de production » que les premiers sont devenus indépendants des rapports de production, autonomes, nos camarades doivent expliquer clairement comment une chose aussi improbable est possible. Et si, comme ça semble être le cas, ils et elles soutiennent que les rapports de distribution sont devenus « prédominants⁴⁵ » au point de pouvoir contrecarrer l'effet des rapports de production sur l'appartenance de classe, alors il faut qu'on leur apporte un grand verre d'eau.

[3] il s'en est suivi que l'exploitation et la production de valeur qui sont le cœur du mode de production capitaliste se sont répandues [?] et existent dans la reproduction d'ensemble, globale qu'est la vie quotidienne dans son fétichisme, ses idéologies et ses mythes, mais aussi et par là-même dans sa capacité à remettre en cause toutes les instances du mode de production et avant tout l'économie comme détermination en dernière instance.

Solidement posé sur les prémisses [1] et [2], le raisonnement de TC atteint ici un sommet d'irrationalité. Après la crise de 2008, l'exploitation et la production de valeur se seraient « répandus » et existeraient « dans la reproduction d'ensemble, globale qu'est la vie quotidienne dans son fétichisme, ses idéologies et ses mythes ». Dans cette phrase se retrouvent, comme en concentré, toutes les inepties sur l'extension du travail productif sur l'ensemble de la société et sur l'élargissement concomitant du prolétariat à l'ensemble des travailleur·ses. TC est à un cheveu de soutenir que les utilisateur·rices d'Instagram et de Tiktok produisent de la valeur et viennent gonfler les rangs du prolétariat mondial. Expliquez-nous comment, chers camarades, la production de valeur et l'exploitation peuvent-elles avoir lieu dans « la reproduction d'ensemble, globale qu'est la vie quotidienne »? Suis-je exploité lorsque je me rends au cinéma, lorsque je dors, lorsque je me fais du macaroni chinois, lorsque je gratte ma guitare? Produis-je de la valeur lorsque je lis le dernier numéro de TC, lorsque je participe à une manifestation? On ne peut décrire la jubilation des capitalistes si TC avait raison et que de la valeur (ne parlons pas de la plus-value!) commençait à être produite lorsque les personnes concernées par « la reproduction d'ensemble, globale qu'elle la vie quotidienne » (bref, tout le monde) se brossent les dents ou rangent leur chambre. Mais malheureusement pour la classe capitaliste mondiale (et pour TC, bien que pour des raisons différentes), il n'en est rien⁴⁶.

Sur la base du fait que la reproduction d'ensemble et, plus précisément, la vie quotidienne seraient devenues des espaces où valeur et plus-value sont créées et où l'exploitation capitaliste a lieu, TC soutient que la « vie quotidienne » acquiert la capacité corollaire (la vie quotidienne est devenue un sujet, elle a la « capacité » de faire *x* ou *y*?) de « remettre en cause toutes les instances du mode de

41. *Ibid.*, p. 253.

42. Marx, *Le Capital*, L. 1, p. 693 et suiv.

43. Marx, *Le Capital*, L. 3, t. III, p. 253.

44. *Ibid.*, p. 258.

45. « Avant-propos », *TC*, n° 27, p. 10.

production et avant tout l'économie comme détermination en dernière instance ». Or, les luttes s'inscrivant dans « la vie quotidienne », dans la mesure même où elles restent sur ce terrain (celui du féodalisme et de la fausse immédiateté selon TC même), sont précisément incapables de s'attaquer au capital lui-même et donc, à la structure sociale dans son ensemble. Nul doute que les luttes qui y parviendront émergeront des luttes qui se tenaient initialement sur ce terrain. Mais *tant* qu'elles relèvent de la vie quotidienne, c'est-à-dire *tant* qu'elles s'en tiennent à interroger l'État et à lui rappeler ses « responsabilités », *tant* qu'elles revendiquent un plus grand respect des droits, une fixation du prix de telle ou telle denrée de base, donc *tant qu'elle laisse intacte l'exploitation capitaliste et son cortège d'évidences*, elles demeurent par définition incapables de remettre en cause « toutes les instances du mode de production et avant tout l'économie comme détermination en dernière instance ».

Résumons le raisonnement de TC. Partant de la restructuration et de ses effets dévastateurs sur les organisations prolétariennes appartenant au cycle de lutte précédent, TC conclut à une diminution de l'importance du moment de l'exploitation proprement dite dans la contradiction opposant prolétariat et capital, et ce, au profit de ce qui fait qu'une telle exploitation est possible (la reproduction de ses conditions et les activités qui y sont liées). En raison de la restructuration donc, la contradiction n'aurait plus tant lieu au cœur même du rapport entre le prolétariat et le capital (au niveau de l'exploitation, de l'extorsion de plus-value) qu'au niveau de ce qui rend ce rapport possible. Ensuite, TC fait intervenir la crise de 2008 comme un *deus ex machina* susceptible d'expliquer quelque chose d'aussi lourd de conséquences, du point de vue de la théorie matérialiste de la société, que la relativisation de la primauté des rapports de production au profit des rapports de distribution : la crise de 2008, en tant que crise particulièrement grave du rapport prolétariat-capital (ce qui est faux), aurait fait en sorte que ce sont maintenant ces derniers qui « surdéterminent » (?) les premiers. Or, c'est en semant de la confusion autour de ce qui est décisif du point de vue de la reproduction de la société capitaliste que TC peut affirmer, au bout du compte, que ce sont précisément les luttes menées sur le terrain de la vie quotidienne et menées dans ses termes à elle qui nous rapprochent *le plus* d'un bouleversement révolutionnaire de la société.

1.4. Les apparences comme degré ultime de la réalité

Les récentes découvertes théoriques de TC ne sont pas des moindres : absence de primauté de l'économie sur la vie quotidienne, absence de primauté de l'exploitation sur la reproduction de ses conditions, surdétermination des rapports de distribution sur les rapports de production, extension et généralisation de l'exploitation et de la production de plus-value au sein des activités propres à la vie quotidienne, etc. Conscient·es de leur audace théorique, nos camarades técéistes ont fait le choix judicieux de venir asseoir leurs conceptions sur un socle philosophique plus approprié, c'est-à-dire moins embarrassant que l'ontologie matérialiste héritée de Marx. En effet, étant donné que plusieurs des idées développées dans TC 27 contredisent frontalement celles qui découlent de l'ontologie marxiste (primauté de la production sur la reproduction, de l'économie sur la « vie quotidienne », des

46. L'extrême ironie de la chose, c'est que ce que nous reprochons à TC ici, *TC le reproche elle-même à l'opéraïsme* dans le texte sur les Gilets jaunes : « Dire, comme l'opéraïsme finissant, que “la société elle-même est devenue le lieu productif d'ensemble” est une jolie formule, mais une formule creuse. Que le capital, en subsomption réelle, se soit emparé de l'ensemble de la société et, mieux dit, qu'il ait produit tous les organes de sa propre reproduction (de ce point de vue, la subsomption réelle est toujours inachevée), ne signifie pas que tous les actes, toutes les activités accomplies dans cette société soient de la *production*. » (« Gilets jaunes », *TC*, n° 27, p. 199).

rapports de production sur les rapports de distribution, etc.), mieux valait y renoncer et la remplacer par une ontologie plus *souple*.

C'est qu'en dépit de certains préjugés « néo-programmatistes », nous dit TC, la vie quotidienne joue un rôle privilégié non seulement au niveau de la lutte des classes en tant qu'enjeu immédiat des différents conflits, mais aussi au niveau de la constitution de la société en classes. Ou encore, bien qu'on puisse croire que l'exploitation capitaliste occupe une place à part lorsqu'il s'agit de rendre compte de ce qui définit les classes et de ce qui les oppose pratiquement, TC nous rappelle que l'admission de cette primauté repose sur une interprétation grossière de Marx. En effet, pour penser que quelque chose comme l'occupation d'une place déterminée au sein du système des rapports de production et de subordination puisse être considérée comme l'élément déterminant de l'appartenance de classe, il faut se méprendre sur le sens de la distinction marxienne entre *mouvement réel* et *apparence*. À l'inverse, si l'on comprend que le mouvement réel n'est qu'un concept, un « concret de pensée » et que seules les apparences constituent la réalité, alors on pourra éviter de tomber dans la grossièreté.

Présentons cette interprétation grossière. Si l'on suit l'exemple de Marx, on est nécessairement amené, afin d'analyser la société capitaliste et ses mécanismes, à distinguer deux niveaux de réalité : les apparences et le mouvement réel. Les apparences ou formes d'apparition, c'est ce qui se donne immédiatement à l'observation, mais qui, après analyse, se révèle ne pas correspondre parfaitement à la vérité de l'objet étudié. Plus encore, ces apparences ne peuvent être comprises pour elles-mêmes sans être mises en relation avec ce dont elles sont les formes d'apparition : le mouvement réel. Et précisément, le mouvement réel, c'est ce qui a effectivement lieu *en dépit* des apparences, mais qui, paradoxalement, ne se manifeste qu'au travers de ce qui, à première vue, va jusqu'à le contredire. D'un point de vue phénoménal, du point de vue de l'observateur, c'est tout à fait le cas que ce niveau (le mouvement réel) n'existe pas à côté de l'autre, celui des apparences. La réalité ne se manifeste pas deux fois : une première fois telle qu'elle est réellement et une seconde fois de façon déformée. Mais ce n'est pas parce que les choses apparaissent d'une certaine façon qu'elles sont effectivement de cette façon. Le salaire paraît être « le prix du travail ». Plus un prolétaire payé à l'heure travaille, plus il gagne. Parce qu'il varie en fonction du nombre d'heures travaillées, le salaire semble rémunérer la dépense de travail et constituer sa récompense. Pourtant, nous savons que le salaire⁴⁷ ne paie pas le travail, mais l'usage de la force de travail pour une période de temps déterminée. En effet, si c'était le travail qui était payé, l'exploitation capitaliste serait impossible. Or, l'exploitation capitaliste a lieu et les prolétaires reçoivent un salaire, c'est donc que ce dernier rémunère autre chose que ce qu'il *semble* rémunérer. Cette chose, c'est l'usage de la force de travail. Il faut alors conclure que le salaire, en dépit des apparences, paie cet usage. Ce rapport entre *salaire* et *usage de la force de travail* n'est pas un rapport « théorique », c'est un rapport tout à fait réel, c'est-à-dire que c'est ainsi que les choses se passent effectivement, bien que la conscience de ce rapport réel ne s'acquierte que par un travail théorique. Et cela a une valeur générale : le monde, dans sa vérité, ne se donne jamais immédiatement tel quel, il doit être théoriquement reconstruit. C'est en ce sens qu'il faut entendre que le mouvement réel correspond bel et bien à l'objet. Mais prenons un autre exemple susceptible de clarifier ce qui appartient à l'un et l'autre de ces niveaux, en nous penchant sur le cas du capital financier.

De prime abord, tout se passe comme si l'argent était en mesure, lorsqu'il est « bien placé », de fructifier et de faire des petits. C'est précisément de cette façon que fonctionne le capital financier,

47. Ici, nous parlons du salaire en tant que catégorie économique déterminée – le montant d'argent que reçoit un salarié et correspondant au travail nécessaire –, pas du salaire en tant que forme de rémunération générale. Cette distinction est nécessaire pour être habilité à parler de *sursalaire*.

c'est-à-dire grâce à l'investissement de sommes considérables dans des affaires lucratives, aboutissant à accroître la masse de capital-argent initialement détenue. Cette description correspond à un certain niveau de réalité (c'est effectivement ainsi qu'on peut décrire le circuit du capital-argent : A – A'), mais elle demeure incomplète, parce qu'elle ne fait que décrire, pour reprendre l'expression de Marx, « des phénomènes qui apparaissent à la surface », par opposition, justement, à « l'élément invisible », au « point essentiel qu'il faut élucider⁴⁸ ». En effet, elle manque l'essentiel, à savoir que c'est, en amont, le *travail productif* qui crée la plus-value que finit par s'approprier le capital financier, cette fois, sous forme de richesses proprement financières (intérêts, « rémunération du capital », etc.). Donc si l'on souhaite rendre compte de l'objet « capital financier », il faut tenir compte de ce qui s'impose à n'importe quel observateur (son circuit manifeste), mais il faut dépasser ce niveau et remonter à celui du « mouvement réel » *pour ensuite pouvoir l'expliquer*. Ce faisant, on découvre quels sont les liens étroits qui le font dépendre à la fois de la rentabilité propre des capitaux productifs (la masse brute de plus-value qu'ils s'approprient), du rapport de forces entre fractions capitalistes (lesquelles se partage cette masse brute), mais aussi, et surtout, de l'exploitation du prolétariat, et ce, en dépit de la capacité apparente du capital financier à faire naître un profit de nulle part. Bien que ces liens internes ne sont jamais « réels » au sens où le sont les phénomènes (ils ne se donnent jamais comme des choses apparemment immédiates), ils sont pourtant plus « réels » au sens où ils s'approchent davantage de ce qu'est l'objet en vérité.

Le travail d'exposition théorique, tel qu'il est à l'œuvre dans les trois livres du *Capital* de Marx, se fait ainsi en deux grandes étapes. La première consiste à partir des « apparences », des phénomènes qui se situent à la surface de société capitaliste, pour atteindre leur essence ou, autrement dit, leur vérité. Il s'agit donc de produire des abstractions rationnelles. En tournant notre regard vers la production, on parvient précisément à saisir l'essence de ces phénomènes, c'est-à-dire à faire voir qu'ils s'expliquent par l'existence d'un mode de production ayant pour contenu l'exploitation et ayant pour logique la production sans cesse plus grande de plus-value. Il n'y a pas de phénomène propre au mode de production capitaliste explicable de façon satisfaisante sans, à un moment ou à un autre de l'explication, être rapporté à ces éléments. C'est seulement à partir de là que s'ouvre la seconde étape, celle de la concrétisation, donc celle qui consiste à partir de l'essence (obtenue par abstraction) pour remonter graduellement aux apparences (en produisant des abstractions de moins en moins abstraites, donc de plus en plus riches) et ainsi, montrer en quoi ces apparences valent comme les formes d'apparition nécessaires de l'essence, comme des *produits objectifs* du mouvement réel⁴⁹. Si le travail est bien fait, on aura donc, au terme de cette seconde étape, supprimé la

48. Marx, *Le Capital*, L. 3, t. I, p. 61. Dans ce passage précis, il est plutôt question d'un côté, du taux de profit (le phénomène de surface) et, de l'autre, la plus-value et le taux de plus-value (l'élément invisible, mais essentiel), sans lesquels le taux de profit ne peut précisément pas être expliqué.

49. Le passage sur lequel s'ouvre le troisième livre du *Capital* résume très bien ces deux grandes étapes : 1) celle qui écarte l'accidentel pour remonter à l'essentiel et 2) celle qui cherche précisément à rendre compte des formes concrètes par l'intermédiaire desquelles l'essentiel (le mouvement réel) se donne :

« Dans le livre 1^{er}, nous avons étudié les divers aspects que présente le *procès de production* capitaliste, en soi, en tant que procès de production immédiat, et, dans cette étude, nous avons fait abstraction de tous les effets secondaires résultant de facteurs étrangers à ce procès. Mais la vie du capital déborde ce procès de production immédiat. Dans le monde réel, le *procès de circulation*, qui a fait l'objet du livre II, vient le compléter. Dans la troisième section du livre II surtout, en étudiant le procès de circulation en tant qu'intermédiaire du procès social de reproduction, nous avons vu que le procès de production capitaliste, pris en bloc, est l'unité du procès de production et du procès de circulation. Dans ce livre III, il ne saurait être question de se répandre en généralités sur cette unité. Il s'agit au contraire de découvrir et de décrire les formes concrètes auxquelles donne naissance le *mouvement du capital considéré comme un tout*. C'est sous ces formes concrètes que s'affrontent les capitaux dans leur mouvement réel, et les formes que revêt le capital dans le procès de

contradiction apparente entre mouvement réel et apparences, parce qu'on aura expliqué comment ces dernières *traduisent*, à leur façon, le mouvement réel.

Le problème avec cette façon de voir les choses, nous dit TC, c'est qu'elle présuppose que le mouvement réel est lui aussi quelque chose d'objectif et d'irréductible aux apparences, alors que « ce "mouvement réel" n'est qu'un *concept*⁵⁰ », n'est qu'un pur « objet de pensée⁵¹ ». Pour TC précisément, l'essence ou le mouvement réel – ce que Marx nomme aussi les « liens internes réels⁵² » – est quelque chose de purement idéal, dont la théorie est le démiurge. Il s'ensuit nécessairement que la réalité objective est, elle, entièrement épousée par les apparences. Par conséquent, sous ce que Marx appelle « la surface des phénomènes », derrière les « formes illusoires au milieu desquelles [les agents réels de production] se meuvent tous les jours et auxquelles ils ont affaires⁵³ », on ne trouve... rien. Selon TC, il n'y a rien auquel viendrait référer le concept de *mouvement réel*, puisqu'il s'agit strictement d'un « concept *produit* par la science ». Nos camarades ont une drôle de conception de la pratique scientifique s'ils jugent « scientifique » la production de concepts qui n'ont aucun référent et qui, par conséquent, ne correspondent à rien. Un concept ne renvoyant à rien de réel peut certes exister (par ex. : le concept de Dieu), mais il n'a rien à voir avec la science. Lorsque TC dit que le concept de *mouvement réel* est un concept produit par la science, c'est tout à fait correct, mais il en va de même pour le concept de *capital*, de *marchandises*, de *plus-value*, de *valeur*, etc. En quoi, de ce point de vue, le concept de *mouvement réel* diffère-t-il de ceux de *valeur* et de *plus-value*? Ni la valeur ni la plus-value ne s'observent immédiatement et pourtant, elles s'imposent et font sentir leurs effets, bien que par des voies détournées. Mais on peut poser la question plus simplement : si le mouvement réel n'est rien à l'extérieur de la pensée, comment peut-il être un « objet de connaissance » susceptible de nous intéresser? De deux choses l'une. Ou bien le « mouvement réel » est un concept qui nous aide à rendre compte de la réalité, parce qu'il a un référent *dans l'objet* et dans ce cas-ci, le mouvement réel « objectif » peut être connu et investigué. Ou bien il s'agit d'un pur concept, d'un strict jeu de l'esprit, et dans ce cas, il est oisif de s'y intéresser, parce que l'étude des apparences est tout ce qui compte. Mais cette deuxième alternative est une contradiction dans les termes, parce que l'apparence n'existe qu'en relation à l'essentiel, c'est-à-dire en relation à ce qui ne peut être connu que de façon médiatisée. Parler d'apparences, c'est déjà reconnaître qu'il existe *autre chose* à connaître, c'est reconnaître que le monde n'est pas épousé par ce qui est caractérisé comme « formes d'apparition » ou comme « apparences ».

En effet, le concept de *mouvement réel*, qui est structurellement similaire à la catégorie logique *d'essence*, sert précisément à insister sur le caractère réfléchi de l'objet étudié. Parler d'essence ou de mouvement réel, c'est parler d'un objet en tant qu'il est *médiatisé*, c'est faire voir qu'il n'« est » pas simplement. À l'inverse, penser un objet complexe sur le mode de l'« être », comme une chose qui, simplement, *est*, plutôt que comme une chose qui *n'est pas telle qu'elle apparaît*, c'est être incapable d'en rendre compte correctement. En ce sens, dire, comme le fait TC, que le mouvement réel de la production capitaliste est un pur concept, qu'il n'y a rien qu'il lui corresponde à l'extérieur de la

production immédiat comme dans le procès de production n'en sont que des phases particulières. Les formes du capital que nous allons exposer dans ce livre le rapprochent progressivement de la forme sous laquelle il se manifeste dans la société, à sa surface, pourrait-on dire, dans l'action réciproque des divers capitaux, dans la concurrence et dans la conscience ordinaire des agents de la production eux-mêmes. » (Marx, *Le Capital*, L. 3, t. I, p. 47.)

50. « Vie quotidienne et luttes des classes », *TC*, n° 27, p. 66.

51. *Ibid.*, p. 70.

52. Marx, *Le Capital*, L. 3, t. III, p. 208.

53. *Ibid.*

pensée, c'est ne reconnaître d'objectivité qu'aux phénomènes qui surgissent à sa surface. Mais encore une fois, c'est une position impossible à tenir pour qui pense ces derniers *comme des formes d'apparition* ou *comme des apparences*, parce que ces catégories impliquent leur « Autre », à savoir : le mouvement réel, ou l'essence, en tant que noyau rationnel, en tant que « quelque chose » qu'il s'agit précisément de connaître⁵⁴.

Cette position de TC, bien qu'elle se réclame du *nec plus ultra* de la dialectique marxiste, n'est qu'une nouvelle occurrence de la position idéaliste subjective que raille Hegel dans sa *Logique*. Des sceptiques à Fichte, en passant par Kant, l'idéalisme subjectif a ceci de paradoxal qu'il mobilise des catégories liées à la logique de l'essence (phénomène, apparence, etc.) pour penser le contenu du monde (ce qui suggère que notre connaissance, en tant qu'elle a pour objet des apparences, n'est pas une connaissance satisfaisante du monde), mais se satisfait néanmoins, en pratique, de le penser sur le mode de l'être, c'est-à-dire comme quelque chose d'immédiat et de simplement donné, donc comme si les apparences épuaient le monde :

Ainsi l'*apparence* – le phénomène [*Phänomen*, ndr] du scepticisme ou encore ce que l'idéalisme nomme phénomène [*Erscheinung*, ndr] – est une *immédiateté* qui n'est pas un quelque-chose ou n'est pas une chose, qui n'est pas du tout un être indifférent qui serait en dehors de sa déterminité et de sa relation au sujet. « *C'est* » : voilà ce que le scepticisme ne se permettait pas de dire ; l'idéalisme moderne ne se permit pas de regarder les connaissances comme un savoir de la chose-en-soi ; l'apparence évoquée ne devait pas avoir la moindre base d'un être, dans les connaissances à l'instant citées la chose-en-soi ne devait pas s'introduire. *Mais, en même temps*, [nos italiques, ndr] le scepticisme admettait des déterminations variées de son apparence, ou, bien plutôt, son apparence avait pour contenu toute la richesse variée du monde. De même, le phénomène dont parle l'idéalisme comprend en lui tout le champ de ces déterminités variées. Cette apparence-là et ce phénomène-ci sont *immédiatement* déterminés selon une telle variété. Ce contenu peut bien n'avoir pour fondement aucun être, aucune chose ou chose-en-soi ; pour lui-même, il reste tel qu'il est ; *il a seulement été transposé de l'être dans l'apparence* [nos italiques, ndr], de telle sorte que l'apparence a à l'intérieur d'elle-même les déterminités variées à l'instant évoquées, qui sont des déterminités immédiates, ayant un caractère d'étant, autres les unes par rapport aux autres. L'apparence est donc elle-même quelque chose d'*immédiatement* déterminé. Elle peut avoir tel ou tel contenu ; cependant, celui qu'elle a n'est pas posé par elle-même, mais elle l'a immédiatement. L'idéalisme leibnizien ou kantien, fichtéen tout comme d'autres formes d'idéalisme, ne sont

54. TC semble consciente que sa proposition « le mouvement réel n'est qu'un concept » est une contradiction dans les termes : « D'un côté nous parlons de "formes d'apparition" ou "de manifestation" (*Erscheinungform* [sic]), ce qui suppose l'existence d'un "mouvement réel" dont elles sont les "formes", de l'autre, nous écrivons que le mouvement réel n'est ni un "au-dessus", ni un "au-delà", ni ailleurs que dans ces dites "formes d'apparition", que ce "mouvement réel" n'est qu'un *concept*. (...) Comment alors continuer à parler de "formes d'apparition"? De quoi sont-elles "formes d'apparition"? De quel droit les qualifier comme telles? » (« Vie quotidienne et luttes des classes », *TC*, n° 27, p. 66) TC croit cependant s'en sortir en disant qu'il faut penser le mouvement réel comme « la relation que les formes d'apparition construisent entre elles » (*ibid.*). Mais ici comme avant, ce qu'il faut à tout prix clarifier, c'est le caractère objectif ou non du mouvement réel : ou bien il est réel en ceci qu'il vaut comme la vérité de l'objet, ou bien il n'a rien à voir avec le monde, n'existe que dans la tête des théoricien·nes et ne vaut donc absolument rien. Parler de « relation » afin de trancher cette question est un simple faux-fuyant.

pas allés davantage que le scepticisme au-delà de l'être comme déterminité, au-delà de cette immédiateté⁵⁵.

Cette critique s'applique directement à TC. D'un côté, en parlant du monde qui l'entoure comme d'un monde *phénoménal*, comme du monde de l'*apparence*, TC reconnaît que celui-ci n'est rien par lui-même et qu'il ne doit son existence qu'à autre chose, à savoir : à l'essence elle-même. Mais de l'autre côté, TC nie que cette essence ait un quelconque rapport avec la détermination du monde phénoménal : le monde phénoménal est tel qu'il se donne, un point c'est tout, c'est l'unique pôle constituant la réalité. Autrement dit, on sait qu'il faudrait chercher plus avant pour connaître le monde tel qu'il est *véritablement* (c'est-à-dire en soi ou essentiellement), mais on nie en même temps que cette partie de la réalité – dont on suggère pourtant qu'elle existe – a une incidence sur le monde qu'il faut connaître. Le mouvement réel de TC, en tant « pur concret de pensée », donc en tant que concept privé de référent objectif, est à ce titre aussi impensable et inintéressant que la chose-en-soi l'est pour Kant. Or, la conséquence la plus grave de cette ontologie, c'est qu'en niant tout fondement *objectif* aux apparences et aux phénomènes, on échoue précisément à penser le caractère *objectivement médiatisé* des phénomènes et des apparences, c'est-à-dire le fait qu'ils ne doivent leur existence qu'à celle de rapports plus fondamentaux. On pense alors en pratique les apparences sur le mode de réalités subsistantes par soi, d'êtres-là, alors qu'il s'agit bien plutôt de phénomènes *produits* par le mouvement réel, lequel *apparaît* à travers elles. Pour le dire de façon plus précise, TC a parfaitement raison de dire que le mouvement réel « *n'existe lui-même que par la totalité de ses formes*⁵⁶ », que « le mouvement réel ne se fait pas sentir en dehors, mais à l'intérieur de toutes les formes d'apparition de par leurs relations réciproques ». Le problème, c'est que TC néglige absolument la réciproque, à savoir le fait que ces formes d'apparition, ces apparences n'existent pas à l'extérieur du mouvement réel et que ce ne sont donc pas des réalités indépendantes. Parce qu'elle nie ainsi l'objectivité de l'un des deux pôles de l'essence (le mouvement réel) tout en parlant d'« apparences » et des « formes de manifestation », TC ne fait que traduire dans le langage de la médiation, dans la logique de l'essence, une conception réifiée, platement empiriste du monde.

Revenons à l'exemple du capital financier discuté plus haut pour bien mesurer les implications théoriques de l'ontologie técéiste. Dans cet exemple, nous avons vu que c'est du capital productif et, plus précisément, de la création de la plus-value qu'est tiré en dernière instance le profit que s'approprie le capital financier, bien que sous des formes modifiées (intérêts et rémunération du capital). Ce fait correspond au mouvement réel, c'est-à-dire aux choses telles qu'elles ont lieu malgré les apparences, malgré les représentations des agents et dont la « science » a précisément pour mission de rendre compte. À ce titre, il s'oppose précisément à l'apparence selon laquelle l'argent permet de faire de l'argent. Or, pour TC, le fait que le capital financier *dépend structurellement* du capital productif, le fait qu'il existe une différence entre travail productif et improductif, le fait que le prix des marchandises ne correspond généralement pas à leur valeur bien qu'il soit explicable par elle, tout

55. Georg Wilhelm Friedrich Hegel, *Science de la logique. Livre deuxième. L'essence*, trad. Bernard Bourgeois, Paris, Vrin, coll. « Bibliothèque des textes philosophiques », 2016 [1813], p. 21. Soulignons que Marx utilise une formule d'une similarité frappante à celle qu'utilise Hegel dans cette critique. Pour Marx, « L'économie vulgaire se borne, en fait, à transposer sur le plan doctrinal, à systématiser les représentations des agents de la production, [nos italiques, ndr] prisonniers des rapports de production bourgeois, et à faire l'apologie de ces idées ». (*Le Capital, L. 3, t. III*, p. 196.) Autrement dit, l'économie vulgaire travaille avec des catégories apparemment réfléchies, qui prétendent atteindre l'essence des phénomènes économiques, alors qu'elles sont la pure reproduction de représentations irréfléchies (immédiates) de la réalité économique.

56. « Vie quotidienne et luttes des classes », *TC*, n° 27, p. 68.

cela est ontologiquement soluble dans ce qui, seul, aurait de la consistance : les apparences. Le monde objectif, ce qui existe à l'extérieur de la pensée, se résume à ce que nous appelons « apparences ». Le reste est une production théorique. En fait, ce que TC ne peut pas constater en regardant le téléjournal « n'est qu'un concept ». Les rapports de production? Un pur concept. L'exploitation capitaliste? Rien qu'un concept. La valeur? Une production strictement théorique. Et le salaire comme prix du travail maintenant? Ah... voilà la réalité ultime! Les rapports de prix? Le roc dur. Le travail du capitaliste comme source du profit industriel? *Idem*.

Mais qu'est-ce qui a bien pu pousser TC à soutenir une position aussi étrange? On peut, comme première hypothèse, supposer que les incursions de TC sur le terrain de l'ontologie visent à protéger les apparences contre ceux et celles qui cherchent à les dénigrer en les tenant pour une partie seulement de la réalité, et sa partie la plus superficielle de surcroît. En effet,

bien souvent, avec les meilleures intentions du monde, la production théorique affirme le « mouvement réel » dans une sorte de négation dogmatique et condescendante des « apparences ». Les formes du fétichisme sont « exorcisées », mais non comprises comme formes d'apparition du mouvement réel ainsi que le mouvement réel seulement comme concept, dans la distinction radicale entre le procès de pensée et le procès réel⁵⁷.

Il est vrai que « bien souvent », la production théorique, surtout en la personne de la *critique* de l'économie politique, a quelque chose de parfaitement cruel. Elle considère les apparences « avec condescendance » – c'est-à-dire qu'elle les traite pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire *comme des apparences* plutôt que comme le summum de la connaissance scientifique – et s'attache à rendre compte de son objet tel qu'il est réellement, plutôt que tel qu'il semble être. Ainsi, Marx d'affirmer :

Comme le lecteur l'a constaté à ses dépens, l'analyse des rapports internes réels du procès de production capitaliste est chose très compliquée qui exige un travail minutieux. Si c'est faire œuvre scientifique que de réduire le mouvement visible, simplement apparent au mouvement interne réel, il va de soi que dans les têtes des agents de production et de circulation capitalistes naissent nécessairement des conceptions sur les lois de la production qui, s'écartant complètement de ces lois, ne sont plus que le reflet dans leur conscience du mouvement apparent. Les idées d'un commerçant, d'un spéculateur en bourse, d'un banquier sont nécessairement tout à fait déformées ; celles des producteurs sont faussées par les actes de circulation auxquels leur capital est soumis par l'égalisation du taux général de profit. En plus, la concurrence joue nécessairement dans ces têtes un rôle tout aussi dénaturé. Si les limites de la valeur et de la plus-value sont données, il est facile de comprendre comment la concurrence des capitaux transforme les valeurs en prix de production, puis en prix commerciaux et la plus-value en profit moyen. Mais, sans ces limites, il est absolument impossible de comprendre pourquoi la concurrence réduit le taux général de profit à telle ou telle limite, à 15 % plutôt qu'à 1 500 %⁵⁸.

Comme en atteste ce passage, ceux et celles qui s'occupent de production théorique sont amené·es à produire des connaissances qui contredisent les apparences⁵⁹ et, en l'occurrence, celles selon lesquelles

57. *Ibid.*, p. 73. Le même passage se trouve aussi à la page 282.

58. Marx, *Le Capital*, L. 3, t. I, p. 322.

59. En l'occurrence, l'illusion que cherche à dissiper Marx est celle selon laquelle c'est le temps de rotation des capitaux actifs dans le commerce qui détermine le profit qu'ils s'approprient et, par conséquent, l'illusion selon laquelle ce profit tire sa source de la sphère de la circulation, plutôt que de la création de plus-value.

le prix des marchandises et le profit que s'approprie chaque capitaliste commercial sont d'abord déterminés par la vitesse de rotation de leur propre capital. Pour TC, il semble que ce type de négation des apparences soit le comble de la petitesse théorique, puisqu'en reste, ce faisant, à exorciser les apparences. Or TC estime que son geste est théoriquement plus porteur : à la différence de ces dogmatiques qui s'intéressent d'abord aux liens internes « dissimulés » des phénomènes pour pouvoir ensuite montrer en quoi ces phénomènes sont des formes d'apparition du mouvement réel, TC maintient que les apparences sont les formes d'apparition... d'un concept, d'un « concret de pensée ». Pour les chercheur·ses dogmatiques à la Marx, les formes d'apparition traduisent la façon dont le mouvement réel se phénoménalise, sans se confondre avec ce mouvement lui-même. Ce qui revient à dire qu'elles ne sont pas le fin mot de l'histoire, mais qu'elles valent bien plutôt comme une invitation à chercher plus loin et à apprêhender ce qui les explique *elles*. Pour TC au contraire, les formes d'apparition traduisent la façon dont le *concept* qu'est le mouvement réel se manifeste : le concept produit par les théoricien·nes, que TC posait comme strictement interne à la pensée, est maintenant présenté comme quelque chose qui se transmue et possède ses propres manifestations indépendantes et extérieures à la pensée⁶⁰. C'est donc en retirant toute réalité au mouvement réel – lequel est justement susceptible de contredire les apparences – que TC démontre son respect et sa profonde considération pour ces dernières.

Mais cette motivation semble bien mince, compte tenu du nombre de pages consacrées à défendre l'idée que le mouvement réel n'appartient pas à la réalité. Tentons une deuxième hypothèse. S'il faut insister sur le fait que le mouvement réel n'existe nulle part ailleurs que dans la tête des critiques de l'économie politique, sur le fait que les apparences épuisent la réalité, c'est parce qu'en s'intéressant au mouvement réel, on est amené à produire une théorie qui secondarise les apparences et qui, corollairement, priorise l'essentiel. C'est précisément ce contre quoi s'élève TC. En effet, cela aurait pour conséquence fâcheuse de « postuler la nécessité d'une *pureté* de l'action au niveau de ce "mouvement réel" qui n'est pas d'ailleurs, plus "profond"⁶¹ ». Premièrement, il est évident, étant donné le point de vue de TC, qu'un pur concept ne peut être « plus profond » que des phénomènes objectifs. Deuxièmement, qu'est-ce que veut vraiment dire TC en disant que les gens tels que « Debord, Lefebvre, Kosik, Lukács, etc. et même Marx⁶² » postulent « la nécessité d'une *pureté* de l'action au niveau de ce "mouvement réel" »? Réfère-t-on à la façon dont ces auteurs ont cherché à identifier quels types de pratiques ou quelles formes de lutte étaient les plus à même d'abolir le capital, sur la base d'une analyse de ce en quoi consiste le mode de production capitaliste et de la conjoncture? Renvoie-t-on au combat théorique que Marx a mené pour s'attaquer aux Weitling et Proudhon de ce monde, lesquels en restent à la critique d'aspects superficiels de la société capitaliste? Peut-être aurait-il fallu, inversement, faire semblant qu'il existait quoi que ce soit de pertinent, du point de vue de la révolution communiste, dans ces situations où l'« On s'étripe parce qu'on est Français ou Allemand et on s'égorgue à propos de l'Immaculée Conception⁶³ »? Cet appel à faire « l'éloge » des apparences, à tenir compte du fait qu'on s'étripe parce qu'on est Français ou Allemand, à faire comme si le mouvement réel n'est rien d'autre qu'une idée, doit laisser absolument de glace quiconque cherche à comprendre la réalité sérieusement. Pour ces personnes, c'est précisément la

60. « Vie quotidienne et luttes des classes », *TC*, n° 27, p. 68. « Le mouvement réel est un "concret de pensée" qui en tant que tel n'exclut pas les multiples déterminations et la diversité [quelle trouvaille!], il n'exclut pas les formes d'apparition, car il n'existe lui-même que par la totalité de ses formes, de ses attributs. »

61. *Ibid.* p. 74.

62. *Ibid.*

63. *Ibid.*

connaissance du mouvement réel qui est première et qui permet seulement ensuite d'expliquer les apparences et les comprendre pour ce qu'elles sont : des phénomènes qui ne traduisent pas immédiatement ce dont il faut précisément rendre compte et ce qui, ultimement, les fonde. TC croit énoncer une vérité très profonde en opposant à Marx et à ceux et celles l'ayant suivi que « Personne ne vit, n'agit et ne lutte dans la pureté existante des rapports de production, ni les individus, ni les classes⁶⁴ ». Mais qui suggère une telle chose? Qui a pu affirmer que les membres des classes vivent « dans la pureté existante des rapports de production », alors que les rapports de production sont précisément une abstraction – certes nécessaire et renvoyant à quelque chose de réel –, mais une abstraction quand même?

2. Précisions sur la conception técéiste des classes

2.1. Théorie des classes et matérialisme

La discussion du rapport entre mouvement réel et apparence que l'on retrouve dans TC n° 27 aboutit pratiquement à la mise entre parenthèses des déterminants essentiels de la réalité sociale. En effet, puisque le mouvement réel n'est qu'une idée, un procès de pensée, il est évident que les éléments que l'on rangerait normalement parmi la rubrique du « mouvement réel » perdent par le fait même leur primauté explicative. Comment quelque chose de purement interne à la pensée pourrait-il déterminer le monde objectif? Inversement, et c'est précisément là l'effet que cherchait à créer TC, les éléments qu'on rangerait parmi la rubrique des « apparences » acquièrent une importance inversement proportionnelle dans la « constitution des classes » :

Contre des visions « puristes » (plus « althussériennes » qu'elles ne l'imaginent) faisant des classes un calque des rapports de production, l'existence de chaque classe intègre dans sa constitution, à partir de leur existence de « support », l'idéologie et l'existence des individus comme sujets et que c'est ainsi qu'ils agissent et luttent quotidiennement⁶⁵.

Dire que la classe « intègre dans sa constitution [...] l'idéologie et l'existence des individus comme sujets », et dire cela précisément en opposition aux visions « puristes », cela veut dire, dans le langage de TC, qu'il est théoriquement absurde de formuler des critères d'appartenance de classe basés sur la place occupée au sein des rapports de production (et de subordination), parce que « l'idéologie et l'existence des individus comme sujets » comptent tout autant.

Pourtant, TC doit bien savoir que « l'idéologie et l'existence des individus comme sujets » (la façon dont on se représente soi-même, le menu de la semaine, les loisirs qu'on pratique, la musique qu'on écoute, le quartier où on vit, etc.) n'entretient qu'un rapport indirect à l'appartenance de classe, et ce, au sens où tous ces éléments ne participent d'aucune manière à définir les classes. En effet, pas besoin de détenir un doctorat en théorie marxiste des classes pour savoir qu'un patron de cantine de village et ses employé·es peuvent plus ou moins « vivre de la même façon », tout en faisant partie de classes distinctes⁶⁶. Pourquoi? Parce que la façon dont on vit, si elle participe certainement de la réalité des classes sociales, n'entretient *aucun rapport nécessaire* à l'appartenance de classe. Or, TC n'ignore probablement pas l'existence de ces rapports qui, eux, inversement, doivent absolument être pris en compte pour déterminer si tel ou tel groupe appartient à telle ou telle classe : les rapports de production et les rapports de subordination. Mais le problème du point de vue de TC, c'est

64. *Ibid.*

65. *Ibid.*, p. 53

qu'admettre tout cela, reconnaître que les classes sont définies par leur place au sein des rapports de production et de subordination et donc, au final, par le type de rapport qu'elles entretiennent à la reproduction de la totalité, l'obligerait à reconnaître qu'il existe des critères d'appartenance de classe stricts. Or, cela empêcherait nos camarades de parler du prolétariat de façon aussi légère et les forcerait à se poser la question : qui fait vraiment partie du prolétariat, des classes moyennes, de la classe capitaliste, étant donné ce qui définit chacune de ces classes? Il deviendrait alors impossible d'analyser un épisode de lutte sans, en même temps, chercher à identifier avec clarté les acteur·rices en présence. On comprend donc toute la résistance qu'on peut opposer aux démarches qui permettent d'opérationnaliser les concepts de classe et d'en faire des outils d'investigation de la réalité.

Ainsi, plutôt que de nier, par exemple, que les rapports de production et de subordination façonnent prioritairement la structure de classes d'une société, et donc que les rapports entre nations, religions, riches et pauvres, fans et calomniateurs de Lidl sont secondaires, TC affirme tout simplement qu'on ne peut *distinguer* le principal du secondaire :

Dans la constitution des classes, on ne peut pas séparer d'une part, l'historique, le conjoncturel, les aléas sociologiques, géopolitiques, culturels, et, d'autre part, le structurel (ou alors seulement comme la nécessité *proprement intellectuelle* de cette construction des classes). C'est le structurel lui-même qui produit, se reproduit, et n'existe que dans *ses* manifestations par laquelle seulement il se *reproduit* dans la lutte des classes. Mais si être une classe est une situation objective donnée comme une place dans une structure, parce que cela signifie une *reproduction* conflictuelle et donc la mobilisation de l'ensemble du mode de production, cela implique une multitude de rapports, qui ne sont pas strictement économiques, dans lesquels les individus vivent cette situation objective [purement intellectuelle?], se l'approprient et s'auto-construisent comme classe⁶⁷.

En admettant qu'il existe quelque chose de l'ordre du « structurel » et du « conjoncturel » dans la construction des classes, donc de l'essentiel et de l'inessentiel, ou en admettant qu'« être une classe [?] est une situation donnée comme une place dans une structure », TC entretient l'illusion que sa conception des classes s'inscrit dans une problématique matérialiste. Mais cette illusion s'évanouit dès qu'on ajoute *qu'on ne peut séparer* le structurel (la place occupée au sein des rapports de production et de subordination) du conjoncturel (« les aléas sociologiques, géopolitiques, culturels ») dans la détermination de l'appartenance de classe. TC admet volontiers qu'il y a de l'essentiel et de l'inessentiel dans la constitution des classes, que certains éléments en « fondent » ou en « construisent » d'autres, mais ces catégories sont pensées d'une telle façon que leur essentialité ou non-essentialité ne se traduit jamais dans leur capacité plus ou moins grande à façonner et à définir les classes : on qualifie d'essentiels des rapports, mais sans tirer les conséquences nécessaires de leur essentialité. En ce sens, on ne voit absolument pas à quoi bon distinguer différents types de rapports s'ils concourent indifféremment et dans la même mesure à déterminer la réalité sociale. Pour être

66. Dans une note, TC fait même l'observation suivante : « Cela soulève beaucoup d'interrogations théoriques générales de constater qu'un ouvrier se retrouve plus à l'aise aux côtés de son petit patron qui, de toute façon, tire un profit de son travail, qu'avec un instituteur ou un prof débutant dont le revenu peut être inférieur au sien. » (« Gilets jaunes », *TC*, n° 27, p. 168). Qu'est-ce que ce fait révèle? Que le patron n'est pas un patron parce que son employé est plus à l'aise avec lui qu'avec un prof? Au contraire – et c'est la conséquence que TC semble incapable de tirer – cela nous fait clairement voir que la « vie quotidienne » ne joue aucun rôle au niveau l'appartenance de classe des agents. Ce qui compte, de ce point de vue, c'est uniquement la place occupée dans les rapports de production et de subordination, parce que cette place définit une fonction spécifique, donc un rapport spécifique à la reproduction de la totalité.

67. « Vie quotidienne et luttes des classes », *TC*, n° 27, p. 88.

clair, TC dit bien, textuellement, que le travail productif « construit » ou « fonde » le prolétariat, mais étant donné les conséquences qui en sont tirées du point de vue du découpage de la société capitaliste en classes (c'est-à-dire aucune), on aurait tout aussi bien pu dire que la prestation de surtravail, le fait d'être sans-réserve, le fait de s'attaquer au capital, le fait d'être pauvre, le fait d'être salarié, etc. « construit » le prolétariat. En diluant le définitoire *dans l'accessoire*, en diluant les rapports de production et de subordination *dans (ce que TC présente comme) leurs formes d'apparition*, en diluant la place objective qu'occupent les agents *dans l'expérience qu'ils en ont*, on transforme la conception matérialiste des classes en blobfish.

Autrement dit, si c'est le cas que les rapports de production et de subordination ne sont pas les seuls à déterminer la réalité des classes – les rapports sociaux de sexe et de race, les rapports coloniaux, contribuent notamment à faire des classes ce qu'elles sont dans la réalité –, ce sont les seuls grâce auxquels les classes peuvent être effectivement *délimitées*, parce qu'ils atteignent l'essence des différentes classes, ce qu'elles sont par définition. Certes, cette place occupée au sein des rapports de production et de subordination n'épuise pas ce qu'il y a à dire à propos des classes, mais cela, tout simplement parce que l'essence n'épuise pas la réalité. Ce qu'il faut retenir, méthodologiquement, c'est que ce n'est qu'une fois cette étape franchie qu'il devient possible de s'intéresser à la réalité concrète des classes et de s'étendre sur la façon dont elles se décomposent, sur ses particularités historiques, conjoncturelles, etc. Ce n'est qu'à partir de ce point de départ qu'il devient possible de reconstruire théoriquement ce que sont effectivement les classes. Le propre de la méthode scientifique marxienne (pour utiliser de grands mots) est précisément de procéder par abstraction « dosée », c'est-à-dire d'accepter de ne s'intéresser, dans un premier temps, qu'aux éléments essentiels de la réalité, tout en sachant qu'on laisse ainsi inexpliqués des pans entiers de la réalité. Mais la reconstruction du concret dans la pensée auquel doit tendre la théorie, si l'on veut qu'elle tienne debout, ne doit pas saper ses propres fondations : elle doit tenir compte de l'ordre de détermination du réel, aller du déterminant vers le déterminé. Partir de la primauté des rapports de production et de subordination dans la construction des classes, ne jamais les laisser tomber une seule seconde, est la seule façon de ne pas se perdre dans l'infinie diversité des situations de classe. Et c'est précisément ce que TC ne voit pas.

En effet, quelle est l'alternative? Premier choix. On reconnaît que les classes peuvent être *définies* et que, de ces définitions, découlent des critères d'appartenance, ce qui nous permet de *discriminer* leurs membres respectifs. On peut alors dire : voici une prolétaire, voici un membre de la classe moyenne indépendante et ainsi de suite. Il existe bien entendu des cas limites, des situations de classe objectivement difficiles à trancher. Mais en choisissant cette voie, on fait aussi le choix d'affiner nos analyses et, partant, nos propres conceptions des classes, plutôt que d'abdiquer devant les difficultés. Deuxième choix. On ne fait rien de tel, parce que les classes « n'ont pas d'être », parce qu'elles ne « sont pas des substances », parce qu'elles sont bien trop complexes pour être saisies par de pauvres définitions, parce que parler de rapports de production et de subordination a un accent trop « programmatiste ». Or, puisqu'il n'existe aucune façon de discerner, avec un minimum de précision, les frontières entre les classes, *on se rabat sur ses propres préconceptions de ce que sont les classes*, on se rabat sur un « flou étudié »... Le prolétariat, c'est donc tantôt les ouvriers de Renault aux mains calleuses, tantôt les *piqueteros*, tantôt les émeutiers de 2005, tantôt les paysans andins, tantôt les petits commerçants ruinés, tantôt les chômeurs, tantôt les Palestiniens·nes pris en bloc, tantôt les « jeunes », etc. Selon quels critères : être salarié? être employé·e par du capital? être pauvre? occuper une place subordonnée? effectuer un travail manuel? être sans-réserve? être ouvrier? TC nous laisse dans un « flou savamment étudié ». Mais de tout manière, on n'aurait jamais pu le savoir, parce qu'il se trouve

que « le prolétariat se définit lui-même », « est pratiquement sa propre production » et « excède toutes ses définitions⁶⁸ ». Ce qui revient à dire, en pratique, qu'on peut appeler prolétariat tout et n'importe quoi. Et de fait, ces catégories sociales-là *apparaissent* à TC comme faisant partie du prolétariat et TC, particulièrement attentive aux apparences, n'en demande pas plus. Il est toujours très commode que l'objet que l'on cherche à connaître se définisse lui-même, s'auto-produise et excède toutes ses définitions, car cela nous libère de la tâche de chercher à le définir pour nous-mêmes et de vérifier ensuite si nos définitions valent quelque chose.

Il faut insister, c'est seulement en produisant des définitions claires des différentes classes qu'on peut s'aider, en pratique, du concept de « classe » pour faire l'analyse de l'activité des groupes en lutte. Or, c'est précisément là le rôle d'une *théorie* des classes : permettre d'appréhender les pratiques structurantes grâce auxquelles la société capitaliste contemporaine se reproduit et peut être abolie, mais surtout, pouvoir rendre compte des luttes particulières que mènent les classes. En sachant *ce qu'est* une classe et *qui* la compose effectivement, nous sommes alors à même de repérer, dans des épisodes de luttes donnés, cette même classe en action. Il devient alors possible, pour telle ou telle lutte, d'évaluer dans quelle mesure les membres du prolétariat luttent conformément à leurs intérêts ou prennent des mesures à même d'abolir le capital, dans quelle mesure ils sont embarqués dans un projet qui, à terme, se révélera incompatible avec la défense et la promotion conséquentes de ces mêmes intérêts ou, même, dans quelle mesure ils prennent part à un projet qui ne les regarde en rien. Certes, on pourra trouver que ces formulations ont quelque chose d'un peu trop « normatif », ou qu'elles évoquent une volonté « d'intervenir » malvenue. Mais ces scrupules n'ont pas leur place ici. Il faut que nous puissions reconnaître, clairement et simplement, que nous sommes intéressé·es au succès de la révolution communiste mondiale – aussi éloignée cette perspective soit-elle – et que c'est à l'aune de cet intérêt que notre pratique théorique prend son sens. Or, présenté ainsi, le critère de pertinence d'une théorie des classes coule de source : du point de vue de la communisation, *est pertinente* une théorique des classes nous aidant à rendre compte, de façon relativement précise, de la structure de classes d'une société donnée; *est pertinente* une théorie nous aidant à clarifier, lorsqu'elles éclatent, les tenants et aboutissants des luttes; *est pertinente* une théorie nous aidant à cerner les perspectives de rupture d'avec le cours quotidien de la lutte des classes et, partant, les perspectives de succès d'un mouvement révolutionnaire.

Autrement dit, on ne s'intéresse pas à la théorie des classes pour le plaisir, mais parce qu'elle nous permet de mieux saisir la réalité dans sa complexité. Il faut que TC nous éclaire sur ce point : si ses contributions théoriques relatives aux classes ne permettent même pas de distinguer une classe d'une autre dans une lutte concrète, à quoi servent-elles? Pourquoi écrire un numéro complet sur le rôle de la vie quotidienne dans la constitution des classes si, malgré toutes ces sophistications apparentes, on ne saura jamais qui, parmi les Gilets jaunes par exemple, appartenait au prolétariat, à la classe moyenne indépendante, à la classe moyenne subordonnée ou encore à la classe moyenne subordonnante? TC prétend parler de la lutte des classes, des luttes du prolétariat, de l'interclassisme, mais en niant la possibilité de circonscrire les classes elles-mêmes, elle s'interdit par principe d'en dire quoi que ce soit.

68. « Les classes en général », *TC*, n° 27, p. 294.

2.2. La réification de la classe ouvrière et l'évanescence du prolétariat

Jusqu'ici, nous avons vu que TC s'efforce de montrer que la vie quotidienne, l'idéologie, le conjoncturel et l'historique ont un effet sur la constitution des classes et que cet effet est si important qu'il serait insuffisant, donc erroné, de définir les classes par la place qu'elles occupent au sein des rapports de production et de subordination. Aussi faudrait-il nuancer tout cela, cesser de faire des classes « un calque » de ces rapports et s'adonner à des recherches sérieuses. Mais encore une fois, que retrouvons-nous chez TC qui puisse venir pallier ces insuffisances? Que lisons-nous qui puisse nous aider à mieux établir la démarcation entre les classes? Où trouvons-nous une proposition positive, même embryonnaire, de ce que à quoi pourrait ressembler non seulement le prolétariat, mais aussi les classes moyennes et la classe capitaliste, sachant désormais que les classes ne sont pas un calque des rapports de production (et de subordination)? De telles propositions, chez TC, brillent par leur absence, alors que c'est précisément en se confrontant au problème des limites des classes que la nécessité de critères d'appartenance de classe clairs se serait faite sentir⁶⁹. En revanche, nous avons eu droit, au sein du texte revenant explicitement sur le deuxième numéro de *Temps Libre*, à des développements inédits sur la nature bien particulière de l'une des classes du mode production capitaliste, à savoir : le prolétariat. Si ces passages ne nous aident en rien à avoir une idée plus claire de ces fameux·ses prolétaires, ils nous aident, en forçant TC à se mouiller, à mieux comprendre ce que nos camarades veulent vraiment dire par « prolétariat ».

Ainsi, afin de nous éclairer sur ce qu'est effectivement une telle classe, TC juge nécessaire de l'opposer à la classe ouvrière, elle-même jamais clairement définie, mais parfois identifiée en bloc aux travailleur·ses productif·ves⁷⁰ :

Alors que sur la base de la contradiction qu'est pour lui-même le travail productif (...), le prolétariat c'est, dans un premier temps encore objectif, *la classe ouvrière se retournant contre elle-même* comme catégorie économique dans sa contradiction de catégorie économique [sic] avec le capital. Mais alors elle devient *autre*, le prolétariat n'est pas un simple moment d'une théodicée nécessaire de la classe ouvrière. Toutes les conditions objectives (économiques) du mode de production sont là et elles sont déterminantes, mais les classes acquièrent, de par ces bases objectives même dans leur existence et métamorphoses propres, une existence qui ne se confond pas avec ces catégories de l'économie politique et leurs contradictions. Le prolétariat se définit lui-même, il est pratiquement sa propre production, il excède toutes ses définitions parce que toutes les définitions deviennent des pratiques convoquant les *individus* et les redéfinissant comme *sujets*⁷¹.

Cherchons à comprendre. Nous avons d'abord la classe ouvrière, classe correspondant selon TC à l'ensemble des travailleur·ses productif·ves, bien que cette correspondance ne soit jamais justifiée. Cette classe inclut par conséquent, chez TC, une partie des agents que nous excluons nous-mêmes du

69. Si nos camarades jugent qu'il est « bon et nécessaire » de s'attarder au travail de théorisation du prolétariat, il n'en va pas de même pour les autres classes et à plus forte raison en ce qui a trait à la classe capitaliste, car « nous ne savons que trop ce qu'est la classe capitaliste qui se connaît et sait se construire elle-même en bloc hégémonique [?] » (« Les classes en général », TC, n° 27, p. 249). Que la classe capitaliste puisse représenter un objet particulièrement difficile à circonscrire, notamment en raison de la grande diversité d'activités par lesquelles il est possible de fonctionner en tant que capitaliste, cela ne semble pas trop inquiéter nos camarades. TC a manifestement une haute estime de sa capacité à voir clair au sein des rapports de classe sans procéder à de recherches d'aucune sorte.

70. Cf. *ibid.*, p. 295.

71. *Ibid.*, p. 294.

prolétariat, à savoir les travailleur·ses productif·ves effectuant un travail de subordination (contremaîtres, gérant·es, surveillant·es, ingénieur·es, gardien·nes de sécurité, etc.). En effet, bien qu'ils puissent être exploités et produire de la plus-value, ces agents se font les exécuteurs de la volonté du capital, ce qui les lie à ce dernier et les exclut du prolétariat. Plutôt que d'être, comme ce dernier, pur objet de la domination du capital, ces agents prennent sur eux de réaliser sa domination : ils font non seulement respecter son autorité dans le cadre du procès de travail, mais en protégeant la propriété privée et en confirmant le dénuement des prolétaires, ils font en sorte que ces dernier·ères doivent retourner vendre leur force de travail et ainsi, faire fructifier le capital. Pour TC toutefois, ces agents sont bel et bien des ouvrier·ères, c'est-à-dire, comme nous le verrons, des individus amenés à devenir prolétaires.

Selon TC toujours, la classe ouvrière serait une « catégorie économique ». Cette idée a quelque chose d'étrange. Dire que les classes sont entièrement définies par la place qu'elles occupent au sein des rapports de production est certainement réducteur, donc faux, mais cela reste une proposition qui n'est pas dénuée de sens. Mais dire que les classes elles-mêmes sont entièrement solubles dans l'économie, qu'elles *sont* des catégories économiques, personne ne peut le penser sérieusement : les classes sont toujours des classes *sociales*, c'est-à-dire des groupements sociaux occupant une place déterminée au sein de la société. En tant que groupe de la société, la classe capitaliste n'est pas réductible à sa fonction économique, même si cette dernière nous permet d'en saisir les traits essentiels.

Il est remarquable que la classe ouvrière soit la seule classe identifiée de façon aussi unilatérale à une catégorie économique. Pourquoi? Parce que TC veut montrer que le prolétariat et la classe ouvrière viennent du même substrat, tout en appartenant à deux « niveaux » différents, économique puis politique :

Le prolétariat est un concept *politique*. Tous les économistes et sociologues peuvent débattre de ce que sont le mode de production capitaliste, le travail productif ou même la classe ouvrière. Le concept de prolétariat est autre⁷².

Ce qui est sous-entendu ici, c'est que la classe ouvrière serait la face objective, économique du prolétariat, sa base terrestre, tandis que le prolétariat serait la face politique, la version consciemment révolutionnaire de la classe ouvrière : la classe ouvrière devenue « sujet révolutionnaire ». Là où la classe ouvrière, en tant que catégorie économique, peut être l'objet des « économistes et sociologues », le prolétariat déborde de leur cadre d'analyse étroit :

*le prolétariat est un moment interne, dans le cours de la lutte des classes, de conflits de la classe ouvrière avec elle-même dans sa contradiction avec le capital (ou, si l'on veut, du travail productif avec lui-même)*⁷³.

Cela implique que le prolétariat, en tant que « moment interne » de la classe ouvrière, n'existe ni indépendamment d'elle ni hors des périodes de crise. Par conséquent, lorsque la classe ouvrière travaille tranquillement, lorsqu'elle revendique pour un meilleur salaire ou de meilleures conditions de travail sans toutefois « se retourner contre elle-même » – c'est-à-dire 99 % du temps –, les prolétaires n'existent pas. On ne les rencontre nulle part. Tout ce qu'on peut observer dans les rues, à la quincaillerie, dans le transport en commun, ce sont de simples ouvrier·ères. On peut toujours tomber sur des capitalistes, des membres des classes moyennes, mais pas sur des Prolétaires. Il faut

72. *Ibid.*

73. *Ibid.*, p. 288.

attendre ce moment apocalyptique (ou bénii) où la classe ouvrière entre en conflit avec elle-même pour que les Prolétaires fassent enfin leur apparition : ce sont des ouvrier·ères transfiguré·es par leur volonté d'en découdre avec le capital⁷⁴.

Cette distinction entre *classe ouvrière* et *prolétariat*, cette version réchauffée de la distinction entre classe *en soi* et classe *pour soi*, ne sert qu'à solutionner, par un tour de magie, la difficulté qu'il y a à penser à la fois une classe de la société capitaliste comme une classe réellement existante et comme une classe révolutionnaire. Plutôt que de s'attarder à ce qui peut bien faire de certains groupes réellement existants de la société des groupes révolutionnaires, TC crée sur mesure une « classe révolutionnaire » – le prolétariat – tout en négligeant de s'assurer que cette classe existe. Inversement, TC nous parle bien d'une classe réelle – la classe ouvrière –, mais ajoute que cette classe ne peut pas être une classe révolutionnaire. En effet, si l'on pouvait montrer que la classe des travailleur·ses productif·ves subordonné·es était, étant donnée sa situation, une classe révolutionnaire, on n'aurait pas besoin de la version fumeuse du prolétariat que nous sert TC. Or, cette classe n'a, paraît-il, rien de révolutionnaire. Et qu'est-ce qui, pour nos camarades, empêche le seul groupe réel de la société capitaliste susceptible d'être révolutionnaire de l'être effectivement? Une mystérieuse « propension spontanée de la classe ouvrière à demeurer une catégorie socio-économique du mode de production capitaliste⁷⁵ ». Et ce, par opposition au prolétariat, immédiatement identifié au sujet révolutionnaire. En voulant montrer que le sujet révolutionnaire ne peut être rapporté à une classe définie par la place qu'elle occupe dans les rapports de production et de subordination, TC va jusqu'à faire jouer l'une contre l'autre la classe ouvrière et le prolétariat. Résultat :

Le prolétariat ne se confond pas avec la classe ouvrière ou les travailleurs productifs, les pratiques par lesquelles il existe peuvent même entrer en conflit avec celles de fractions de la classe ouvrière : Juin 1848, La Commune, Allemagne 1919, Espagne 1936-1937, Italie 1969-1970. Dans une crise révolutionnaire, les travailleurs productifs peuvent parfaitement être amenés à défendre toutes les formes de socialisation autogestionnaire de la production, comme, toutes proportions gardées, en Argentine en 2001, face aux organisations *piqueteros*⁷⁶.

Si la classe ouvrière – cette classe que TC fait correspondre aux travailleur·ses productif·ves – s'oppose ainsi aux velléités révolutionnaires du prolétariat, alors c'est bien en ce dernier qu'il faut placer nos espoirs révolutionnaires. Le problème, c'est que ce prolétariat-là n'est malheureusement ni une classe du mode de production capitaliste ni même une classe tout court. C'est tout simplement *le concept de ceux et celles qui feront la révolution*. Le fait parfaitement banal qu'une classe révolutionnaire puisse rassembler des individus apathiques et même contre-révolutionnaires, cela ne semble pas avoir effleuré l'esprit de nos camarades. D'où le fait que TC exclut et isole de la « classe ouvrière » (c'est-à-dire de la masse des prolétaires réels) les prolétaires qui seront effectivement révolutionnaires, en fait un groupe distinct, et les oppose ensuite à la classe ouvrière. Aussi existerait-il en réalité deux groupes, ou deux classes ne correspondant pas aux mêmes personnes : la classe ouvrière, à propension contre-révolutionnaire, et le prolétariat, à propension révolutionnaire. À partir de là, TC prend un air de triomphe et nous dit : vous voyez bien qu'il n'y a rien de révolutionnaire dans le fait, pour le

74. TC se défend explicitement d'une telle interprétation : « Mais le prolétariat n'est pas une forme historiquement ultime dont on doit espérer et attendre l'apparition, *il est une fonction présente dans la lutte des classes de la classe ouvrière.* » (*Ibid.*, p. 287). Mais comment l'interpréter autrement, si l'on dit *aussi* que le prolétariat est la « *classe ouvrière se retournant contre elle-même* comme catégorie économique » (*Ibid.*, p. 294) et que, visiblement, la classe ouvrière n'est pas constamment en train d'opérer ce retournement?

75. *Ibid.*, p. 295.

prolétariat, d'être la classe du travail productif subordonné, car de nombreux exemples historiques [!] montrent que les travailleur·ses productifs se sont opposé·es aux révolutionnaires, c'est-à-dire aux prolétaires! En tant que catégorie économique heureuse de l'être, la classe des travailleur·ses productif·ves ferait tout pour rester une catégorie économique. Il est donc faux de penser que ce qui définit le prolétariat, en tant que classe révolutionnaire, serait la réalisation du travail productif subordonné. CQFD. Mais posons une petite question à nos camarades : TC peut-il nous en apprendre davantage sur ces mystérieux « prolétaires » révolutionnaires, auxquels « s'opposait » la classe ouvrière durant tous ces exemples historiques? Nos propres connaissances historiques rudimentaires nous poussent précisément à penser que ces « prolétaires » étaient pour leur plus grande part... des ouvrier·ères luttant de façon révolutionnaire⁷⁷.

On voit donc que la façon dont TC pense ici le prolétariat supprime la difficile question, évoquée plus tôt, à laquelle toute théorie des classes communiste doit nécessairement répondre : comment faire le lien entre ce qui définit une classe du mode de production capitaliste – le prolétariat – et sa capacité à faire la révolution? Pour nos camarades, le besoin théorique de formuler des critères d'appartenance de classe afin d'identifier le prolétariat ne se fait jamais sentir, parce que celui-ci surgit des entrailles de la classe ouvrière et se retourne contre elle pour la retrouver ensuite de l'autre côté de la barricade. Concept foncièrement *politique*, entité évanescante, le prolétariat échapperait par définition à toute analyse de classes, à tout travail qui chercherait à rendre compte de ce qu'est le prolétariat dans les sociétés contemporaines. On n'a donc aucunement à montrer comment, parmi les classes réellement existantes du mode de production capitaliste, l'une d'entre elles est en mesure d'abolir le capital. Il suffit d'invoquer le « prolétariat », en tant que « moment » ou

76. *Ibid.*, p. 295. On trouve un autre passage particulièrement savoureux à la page suivante : « Contrairement aux ouvriers productifs qui assurèrent la victoire de la majorité du SPD en 1919, les émeutiers de 2005, pour la plupart n'en étaient pas. » (*Ibid.*, p. 296) Il s'agit d'un raisonnement aussi subtil qu'implacable : il y a *des* ouvriers productifs qui ont fait élire un gouvernement social-démocrate dans un climat politique extrêmement complexe et tumultueux, tout juste après qu'une insurrection prolétarienne ait été noyée dans le sang, donc *les* ouvriers productifs n'ont pas été révolutionnaires. Ils ne sont donc pas des prolétaires. Par opposition, les émeutiers de 2005 ont fait brûler beaucoup de choses et se sont violemment battus avec la police, tout en n'étant pas des travailleurs productifs. Ils étaient radicaux – donc révolutionnaires. Ce sont donc des prolétaires. Conclusion : le prolétariat n'a peu, voire rien à voir avec les travailleur·ses productif·ves. Permettez-nous de douter que les émeutiers de 2005 aient été plus loin dans le procès d'abolition de la société capitaliste que les ouvrier·ères allemand·es qui permirent certes la victoire du SPD, mais qui, l'année précédente, *entre autres choses*, firent s'écrouler l'empire en s'alliant aux soldats mutinés et en faisant massivement grève, pillèrent les magasins, occupèrent les usines, élevèrent des barricades dans la plupart des grandes villes du pays, prirent les armes par milliers, affrontèrent les *Freikorps*, désertèrent l'USPD pour fonder le KPD (puis le KAPD, puis l'AAUD-E), mirent sur pied d'authentiques organes de luttes prolétariennes, etc. – sans parler de la formation de l'Armée rouge de la Ruhr et de l'insurrection, dans la même région, déclenchée en réaction au putsch de Kapp en 1920. Ce n'était pas la révolution achevée, mais ce n'était pas mal non plus.

77. TC se donne elle-même les moyens d'établir le ridicule de l'opposition établie entre *classe ouvrière* (catégorie économique souhaitant rester telle) et *prolétariat* (classe parfaitement révolutionnaire) : « Quand les ouvriers s'unissent contre leur nature de salariés, s'emparent des moyens de production et des services, intègrent les sans-réserves, déglinguent les mécanismes marchands, imposent conflictuellement des mesures communistes à la classe moyenne qui elle-même est en lutte et à toutes les classes et couches que l'échange paupérisé, les dissolvant et les intégrant dans le processus pour le prolétariat de sa propre abolition, ce changement est une *rupture*. » (*Ibid.*, p. 287). Renvoyons aussi au premier texte où TC offre, comme le « meilleur exemple » de débordements récents des luttes prolétariennes, « l'énorme insurrection ouvrière [tiens tiens!] en Birmanie / au Myanmar » : « Dans un immense mouvement de “désobéissance civile” (les services et les banques sont bloqués, l'armée doit investir les hôpitaux pour briser la résistance des personnels et empêcher les soins aux blessés), les ouvriers, principalement du secteur textile tenu par des entreprises chinoises et les conglomérats économiques de l'armée, se mettent massivement en grève. Des dizaines d'usines sont incendiées : “à chaque mort une usine brûle”, tel est le mot d'ordre des ouvriers (à 80 % des ouvrières). » (« Vie quotidienne et luttes des classes », p. 36.)

« fonction présente » de la classe ouvrière, en tant qu’entité qui est « pratiquement sa propre production », qui « excède toutes ses définitions » et le tour est joué. La question n’a pas trouvé de solution, on l’a simplement court-circuitée en hypostasiant en une soi-disant classe (le prolétariat de TC) l’ensemble des individus agissant de façon révolutionnaire.

Mais qu’est-ce que le prolétariat, s’il n’est pas « *la classe ouvrière se retournant contre elle-même* comme catégorie économique⁷⁸ », s’il n’est pas « la classe ouvrière en contradiction avec sa propre existence⁷⁹ »? Le prolétariat, c’est ni plus ni moins que la classe des travailleur·ses productif·ves subordonné·es. Il ne renvoie ni d’abord à un mode de vie ni à une forme d’activités salariées, comme le fait par exemple le concept de *classe ouvrière*, concept ayant valeur strictement sociologique. Il renvoie à une place dans la reproduction de la totalité capitaliste, elle-même définie par les rapports de production et de subordination. TC a donc raison de dire que le concept de *prolétariat* appartient à un champ théorique distinct, mais se trompe en affirmant que c’est parce qu’il serait plus « politique » et, on imagine, moins « économique ». Bien au contraire, le concept de *prolétariat* appartient au même champ théorique que celui de *mode de production* : ils permettent tous deux de rendre compte de la reproduction de la totalité capitaliste et, surtout, de cette reproduction dans ce qu’elle a de problématique. Il n’y a pas d’un côté, l’analyse de la société capitaliste dans son fonctionnement harmonieux, avec ses catégories économiques immanentes capables de se reproduire éternellement, et de l’autre, l’analyse de la révolution comme pur événement avec ses héros venant faire éclater le vieux monde. La théorie des classes (réellement existantes) du mode de production capitaliste *est en même temps une théorie de la révolution*, parce qu’elle définit les classes en fonction de leur rôle dans la reproduction de la société et, partant, de leur capacité et de leur propension à la transformer (ou non) dans un sens révolutionnaire.

Dans la mesure où le prolétariat est une classe « réellement existante », on peut donc tout à fait l’observer, la circonscrire, la dénombrer et l’étudier⁸⁰. C’est une classe qui, en produisant de la plus-value, reproduit matériellement le capital et qui, étant donné sa position subordonnée – sans laquelle la prestation de plus-value à grande échelle serait tout bonnement impossible –, est structurellement amenée à entrer en conflit avec les classes qui profitent de son exploitation, que ce soit directement (avec la classe capitaliste) ou indirectement (avec la classe moyenne subordonnée). Or, le prolétariat, dans ses tentatives de rendre son existence vivable, est la seule classe qui est non seulement amenée à s’attaquer au capital lui-même, mais également en mesure de l’abolir, en s’emparant et en transformant les moyens de production qui valaient jusque-là comme du capital, et ainsi organiser la production sur une autre base et en vue d’autres fins. En ce sens, ce qui définit le prolétariat comme classe du mode de production capitaliste – être la classe du travail productif subordonné – *est aussi ce qui fait de lui une classe révolutionnaire*. Cela, non pas au sens où les prolétaires sont ceux et celles ayant à tout instant la plus grande propension à se révolter, ni au sens où la totalité des prolétaires ont fait et feront à eux et elles seul·es toutes les révoltes à caractère anticapitaliste, mais au sens où le prolétariat est la seule *classe* effectivement en mesure de communiser la société. S’il existe clairement un recouplement entre l’extension du groupe « prolétariat » et celle du groupe des révolutionnaires, leur extension ne sont nullement identiques. Le fait d’être prolétaire n’implique pas que l’on sera révolutionnaire. Le fait de ne pas être prolétaire n’implique pas que l’on

78. « Les classes en général », TC, n° 27, p. 294.

79. *Ibid.*, p. 295.

80. Si l’on cherche à se donner une idée de ce à quoi peut ressembler une telle étude, nous invitons les lecteur·rices à se référer à notre dernier numéro et, en particulier, à la section 2.3. (Le prolétariat au Québec) du second texte, « Les classes sociales au Québec ».

ne sera pas révolutionnaire, parce qu'on peut parfaitement être prolétaire et lutter contre les membres de sa classe, de la même manière qu'un membre de la classe moyenne subordonnante peut lutter contre sa classe.

En fait, lorsque nous disons que le prolétariat est une classe révolutionnaire, nous raisonnons en termes structurels, nous ne nous intéressons pas à ce que chacun des membres de chacune des classes fait effectivement. Ainsi, dans une lutte insurrectionnelle, les travailleur·ses productif·ves subordonné·es qui veulent triompher de la réaction, étant donné la place qui est la leur, non seulement peuvent, mais doivent s'attaquer matériellement au capital, le détruire et le transformer selon leurs besoins. Mais il n'en va précisément pas ainsi des membres des autres classes. Pourquoi? Parce que la place occupée au sein de la structure de classes, donc la place occupée au sein de la reproduction de la société capitaliste, définit à grands traits le registre du possible et du nécessaire pour les individus qui luttent *en tant que membres d'une classe*. Lutter en tant que membre du prolétariat impose certaines contraintes et ouvre certaines voies qui sont fermées à ceux et celles qui, par exemple, le font en tant que membre de la classe moyenne indépendante (CMI), c'est-à-dire qui cherchent à promouvoir leurs intérêts de producteur·rices et de commerçant·es indépendant·es.

Clarifions notre pensée avec un exemple. Dans une période de crise sociale et de blocage massif de la production, peu de temps sera nécessaire avant que les prolétaires, en tant que sans-réserve, finissent par « nier » la propriété privée et par s'approprier les moyens de subsistance sans lesquels leur survie immédiate devient impossible. De la même manière, les mêmes personnes seront rapidement forcées de prendre possession de ce qui valait autrefois pour du capital et de l'utiliser pour transformer, produire et transporter ce qui doit l'être pour mettre en échec les forces contre-révolutionnaires⁸¹. Que la lutte qui les oppose à la réaction capitaliste soit victorieuse ou non, les prolétaires n'ont, en procédant ainsi, aucun intérêt de classe à sacrifier⁸². En cas d'échec, les prolétaires seront au moins parvenu·es, pendant un temps, à subvenir à leurs besoins autrement qu'en étant exploité·es, donc sans avoir eu à fournir de surtravail au capital. Et en cas de succès, les prolétaires auront rendu leur exploitation tout bonnement impossible et se seront, par le fait même, « auto-aboli·es ».

À l'inverse, les membres de la CMI ne peuvent avoir recours à cette solution sans lutter contre leurs propres intérêts de classe. En laissant la propriété privée des moyens de production et d'échange être attaquée, les producteur·rices et commerçant·es-propriétaires assistent à la sape de leur position sociale spécifique⁸³. En effet, si la propriété privée est pratiquement abolie, parce que tout est constamment redistribué en fonction des nécessités pressantes de la lutte, alors plus aucun individu ne peut faire reconnaître la légitimité de son appropriation unilatérale d'une partie de la richesse sociale : sa capacité à valoir et à être reconnu comme un producteur ou commerçant indépendant disparaît. Or, cette situation oblige précisément les ex-indépendant·es à « travailler » en commun et à renoncer à la liberté (plus ou moins réelle) qu'ils et elles possédaient dans la détermination concrète

81. La monographie d'Ignacio Diaz portant sur l'insurrection asturienne de 1934 est, sur cette question, particulièrement riche d'enseignements. Y est notamment soulignée l'importance, du point de vue du succès de l'insurrection, non seulement de s'emparer rapidement des armes et munitions existantes, mais aussi des lieux de production où celles-ci sont elles-mêmes produites afin d'assurer l'armement et le ravitaillement des insurgé·es dans la durée. Cf. Ignacio Diaz, *Asturies 1934. Une révolution sans chefs*, trad. Pierre-Jean Bourgeat, Toulouse, Smolny, 2021 [2012], p. 117-118.

82. Nous ne disons pas que les prolétaires ne risquent rien en s'insurgeant de la sorte – bien au contraire, ils et elles risquent jusqu'à leur peau –, mais bien qu'en luttant dans un sens révolutionnaire, les prolétaires reproduisent leur existence d'une façon « immédiatement sociale », d'une façon donc qui retire au capital, au moins pour un temps, les moyens de les contraindre à produire pour son propre compte.

des fins et des modalités de leurs activités. La CMI, en tant que classe du mode de production capitaliste, ne peut survivre aux épisodes insurrectionnels sans lutter activement pour le maintien de la propriété privée.

De la même manière, étant donné la position hautement défavorable à partir de laquelle s'engage toute lutte ouverte et franche avec l'État, il est évident que les insurgé·es ne peuvent venir à bout de leurs adversaires sans faire preuve d'un haut degré d'initiative et d'imagination politique. Or, en s'auto-organisant, en décidant pour et par eux-mêmes, les membres des classes subordonnées rendent inopérante la division entre travail manuel et travail intellectuel, celle qui les pousse à adopter une attitude de passivité face à la place qu'ils occupent au sein des rapports d'exploitation. Inversement, la classe moyenne subordonnante (CMS) est précisément redevable de l'existence d'une hiérarchie sociale stricte, elle-même garante de la reproduction de ses priviléges sociaux et, de façon dérivée, matériels. D'un côté, les membres de la CMS qui voudraient continuer à lutter en tant que tels n'auraient donc pas le choix de s'opposer à l'auto-organisation des insurgé·es, puisque cette auto-organisation supprime la distinction entre spécialistes et simples exécutant·es, entre ceux et celles « qui savent » et les autres. De l'autre, une partie importante de la CMS a intérêt à ce que l'exploitation du prolétariat reprenne, car autrement, le sursalaire dont cette partie bénéficie s'évanouirait. Autrement dit, alors que les membres des classes subordonnées n'ont pas le choix de nier pratiquement la division entre travail manuel et travail intellectuel afin de lutter de façon efficace, les membres de la CMS n'ont pas le choix, s'ils tiennent à rester tels, de saboter ou de détruire les formes d'auto-organisations que se donnent les insurgé·es.

Encore une fois, le fait que le prolétariat soit une classe révolutionnaire – le fait qu'il soit placé dans une position où l'aggravation de ses luttes pour améliorer son sort le force à prendre des mesures communisatrices – n'implique pas que tous et toutes les prolétaires prendront de telles mesures, ni que ce seront les seul·es à le faire. Par contre, cela nous indique que c'est précisément les luttes du prolétariat contre son exploitation, auxquelles seront certainement amenés à prendre part les membres d'autres classes, qui sont susceptibles de mener à l'abolition du capital et à l'abolition du prolétariat lui-même. C'est que le prolétariat ne peut jamais trouver de repos, de satisfaction définitive, sans supprimer ce qui le produit comme tel. Et contrairement à la classe moyenne subordonnée notamment, son alliée naturelle, le prolétariat trouve précisément dans sa situation le moyen de « supprimer ce qui le produit comme tel ».

83. On peut dire que la position des producteur·rices et commerçant·es indépendant·es est non seulement spécifique, mais également « privilégiée », si l'on se place du point de vue de l'autonomie et de la liberté de décision dont ils et elles jouissent en tant qu'indépendant·es. En revanche, au Québec – et on peut faire l'hypothèse que cela vaut de façon générale et à plus forte raison dans les économies de la périphérie –, les membres du prolétariat et de la classe moyenne subordonnée (cms) n'ont rien à envier à la classe moyenne indépendante au niveau du degré de rémunération. Si l'on prend les données de 2020, on constate qu'avec un revenu d'emploi annuel médian de 29 235 \$, les membres de la CMI gagnent à peine 260 \$ de plus que ceux de la cms (28 975 \$), là où le salaire médian annuel du prolétariat est de 32 980 \$ (cf. *Temps Libre*, n° 3, p. 199). Ce n'est donc certainement pas là que les membres de la CMI ont quelque chose à perdre.

En guise de conclusion

Quelques mots maintenant pour clore cette discussion du dernier numéro de TC. L’appréhension des classes, on s’en rend bien compte, ne va absolument pas de soi. Il est certes facile de proposer une division de la société en groupes en établissant pour cela tel ou tel critère. Mais on n’obtient pas pour autant une *théorie* des classes : une telle théorie engage nécessairement une théorie de la société et de sa reproduction. Et dans le cas de ceux et celle qui aspirent à l’abolition révolutionnaire du mode de production capitaliste, la théorie de la révolution ne peut pas davantage être tenue à l’écart.

Mais pour s’en apercevoir de façon indépendante, il faut bien souvent s’être soi-même frotté à cet épineux problème. Dans notre cas, il a fallu que nous soyons amené·es à faire l’analyse d’un mouvement de grève (étudiante), nous engageant directement, pour que nous saisissions la mesure de notre ignorance en ce qui avait trait à la composition de classe, non seulement de cette lutte, mais de la société québécoise en général. C’est là que s’est fait sentir le besoin théorique qui allait donner naissance au deuxième numéro de *Temps Libre*. Si le travail de *Théorie Communiste* nous est apparu comme une référence obligée, il en est allé de même de celui de Bruno Astarian et de Robert Ferro, dans *Le ménage à trois de la lutte des classes*. Mais autant nous avons profité de leurs travaux respectifs, autant ils nous semblaient sujets à discussion, voire simplement problématiques. Notre deuxième numéro en constitue précisément le témoignage. Or, dans une perspective communiste, on ne cherche pas tant à en apprendre sur les classes par amour désintéressé du savoir que pour se donner les moyens de penser la réalité sociale dans ce qu’elle a de contradictoire et de potentiellement explosif. Il fallait alors nous prouver que ce que nous avions appris des classes pouvait nous servir à faire l’analyse de formations sociales déterminées et, en l’occurrence, du Québec. C’est de là que notre plus récent numéro tire son origine.

Pourtant, ce dernier n’est pas réductible à l’application d’une théorie « clés en main » à un matériau empirique docile. Bien plutôt, il s’est avéré que nos propres conceptualisations des classes étaient encore inadéquates – c’est-à-dire incapables de rendre compte de phénomènes marquants de la division sociale du travail⁸⁴ – et réclamaient, à ce titre, d’être retravaillées. Notre ferme conviction, c’est que c’est justement dans cette direction-là que la théorie communiste peut progresser. Sans cette confrontation inévitable avec l’empirie, la théorie peut bien demeurer cohérente, mais elle se condamne par le fait même à une auto-référentialité dangereuse, si ce n’est à la stérilité.

Or, le corrélat de la fermeture de la théorie sur elle-même et sur les abstractions qu’elle produit c’est, paradoxalement, une *fuite en avant dans un empirisme exacerbé*. Parce qu’un tel type de production théorique se confine à un niveau de généralité qui laisse totalement indéterminée la façon dont la société se divise en classes, et donc, l’appartenance de classe de tel ou tel groupe concret, elle n’a pas le choix d’abandonner ce niveau d’analyse pour se rabattre immédiatement sur la discussion des éléments les plus dérivés de la réalité des classes : la vie quotidienne de leurs membres. Dans la mesure précisément où elle s’est retiré tout moyen de trancher sur l’appartenance de classe des individus concrets, une production théorique de ce genre ne peut ramener les éléments entrant dans

84. Pensons, par exemple, au cas du « salariat déguisé » et à ses conséquences sur la façon de concevoir non seulement le rapport salarial, mais aussi le travail productif. On peut également exemplifier cette idée en référant au cas des travailleuses du secteur public hautement formées, mais extrêmement mal payées, en ce qu’il soulève le problème de la validation sociale du caractère intellectuel d’un travail. La délicate tâche de discriminer les agents de la classe capitaliste par rapport à ceux faisant partie de la classe moyenne subordonnante nous a également contraints à repenser ce que cela signifie, dans une société capitaliste hautement financiarisée, que de fonctionner *comme capitaliste*.

leur vie quotidienne à leur situation de classe et les expliquer par cette situation. Il lui faut au contraire se cantonner à l'analyse de la surface de la réalité et à la penser dans ses termes à elle, c'est-à-dire dans des termes superficiels, parce que coupés de ce qui lui donne un sens : la place qu'occupent les individus au sein des rapports de production et de subordination. Le matériau approprié à cette forme de connaissance est précisément un matériau qu'on reçoit sans poser de question, pris tel qu'il se donne. Donc si, d'un côté, on voit le prolétariat à l'œuvre dans n'importe quelle émeute, de l'autre, dès qu'il s'agit d'analyser un épisode de lutte des classes complexe, on parlera bien plutôt d'employé·es, de profs, de, chômeur·ses, d'étudiant·es, de déclassé·es, d'ouvrier·ères ou de paysan·es. Pourquoi? Parce qu'on a fait en sorte que le concept de classe perde sa capacité à rendre compte de la réalité de la lutte des classes, ce qui implique que l'analyse ne peut plus s'aider que des notions qu'utilisent les journalistes. C'est ainsi qu'on assiste à un va-et-vient constant et non médiatisé entre des catégories sociologiques purement descriptives, acritiques, et des notions aussi chargées que celles de prolétariat.

Pour s'en sortir, il faut prendre au sérieux le problème de la division en classes de la société et cesser de faire comme si ces dernières relevaient de l'évidence : les classes ne s'observent pas directement, elles doivent être théoriquement construites. Et c'est seulement en formulant des critères d'appartenance de classe tirés de ce qu'elles sont par définition, et de façon à pouvoir cibler leurs membres, qu'il devient possible de faire le pont entre ce que chacune d'entre elles *est d'après son concept* et ce qu'elles sont *effectivement*. L'abîme entre le prolétariat – cette classe prise dans un rapport d'implication réciproque avec le capital et formant l'élément négatif de la totalité sociale – et les prolétaires empiriques – les livreur·ses, les machinistes, les ouvrier·ères agricoles, etc. – peut alors être résorbé. Cette résorption non seulement peut, mais *doit* avoir lieu, car il en va du droit à l'existence d'une théorie des classes spécifiquement communiste. Nous espérons pouvoir continuer à travailler collectivement en ce sens.

Montréal, janvier 2026